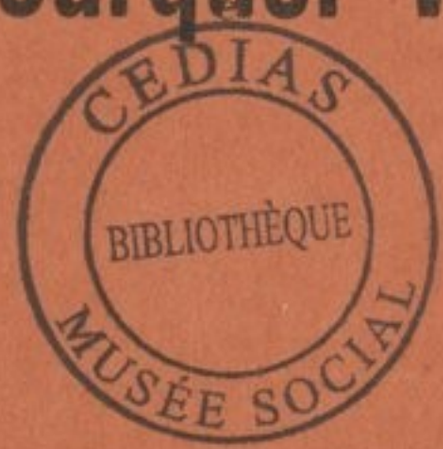
9e Année. — N° 152. — 25 Mai 1933. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Pourquoi Victor Serge a été arrêté



« Voici ce que j'affirmerai tranquillement ici et ce que je veux qu'on sache si cela ne vaut quelques persécutions...

« Il faut rendre à l'homme des droits, une sécurité, une valeur. Sans cela pas de socialisme...

« L'homme et les masses ont droit à la vérité...

« Le socialisme ne peut grandir dans l'ordre intellectuel que par l'émulation, la recherche, la lutte des idées. »

VICTOR SERGE.

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La social-démocratie derrière Hitler. — Le désarmement n'est pas la paix. — Pas d'internationalisme sans Internationale. — Les décrets scélérats de Paul-Boncour. — Le crime de Victor Serge.... **R. L.**

UNE ANALYSE DU « CAPITAL » ..... **Franz Mehring**

PARMI NOS LETTRES

Un gros danger. — Le « Drang nach Osten ». — « Avec le déshonneur en plus ». — Rectification. — Pour les emprisonnés.

LA PROFESSION DE FOI DE VICTOR-SERGE .... **Victor-Serge**

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

L'action ouvrière contre la guerre ..... **R. Hagnauer**
Comment sont rentrés les lock-outés de chez Citroën ..... **G. Alhomme**
Ce qu'ont voté les élus socialistes.
La police contre le front unique ..... **J. Barrué, J. L.**
La démission de Vaudeschamps.
A travers notre courrier.
Lettre de la Quinzaine .... **M. Chambelland**
En passant. — Notes au jour le jour.

A TRAVERS LES LIVRES

Histoire de la Révolution Russe ..... **B. Giauffret**
La crise de la Compagnie Transatlantique ..... **J.P.**

FAITS ET DOCUMENTS

Le 1er Mai au Maroc.

ENTRE NOUS

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La social-démocratie derrière Hitler

De même que les socialistes français, il y a quelques mois, votaient unanimement, pour des raisons nationales, l'emprunt autrichien, de même la social-démocratie allemande vient de voter unanimement la revendication de l'« égalité des droits », c'est-à-dire le droit pour l'Allemagne de réarmer, puisque c'est en cette seule matière que l'Allemagne ne jouit pas de l'égalité des droits.

Une fois de plus le prolétariat a donc fait bloc avec sa bourgeoisie ; une fois de plus la solidarité nationale l'a emporté sur toute autre considération. Les syndicats socialistes ont pu être occupés, leurs biens confisqués, leurs secrétaires emprisonnés, les membres du parti social-démorcrate ont pu subir les abominables traitements qu'on a vus dans notre précédent numéro, la presse peut être baillonnée, et toute activité politique être en fait interdite, tout cela ne compte pas, tout cela ne saurait empêcher les « représentants » de la classe ouvrière, de se placer « derrière le gouvernement », du moment qu'il s'agit de faire front contre l'étranger ! Que le prolétariat allemand soit jugulé, torturé, massacré, qu'importe .. pourvu que nous puissions avoir une armée !

Qu'on ne se hâte cependant point de jeter la pierre à la social-démocratie allemande, ou, tout au moins, à la social-démocratie allemande *seule; sa position n'est en effet que l'exacte symétrique de celle du parti socialiste français, non moins unanime dans sa décision d'empêcher l'Allemagne de réarmer.* Contre *l'égalité des droits le socialisme français est aussi fermement uni à sa bourgeoisie que la social-démocratie allemande l'est à Hitler* pour *l'égalité des droits.*

Il est vrai que les socialistes français déclarent que s'ils sont contre l'égalité dans l'armement, ils sont pour l'égalité dans le désarmement, et qu'ils réclament le désarmement de la France. Mais tant que ce désarmement n'est pas réalisé, ce n'est là qu'un vœu platonique qui ne change rien aux faits présents, et n'est qu'un moyen hypocrite de perpétuer sine die *l'inégalité. Si le socialisme français était pour l'égalité des droits, il poserait à sa bourgeoisie le dilemme : désarmez, désarmez immédiatement, ou bien, laissez l'Allemagne réarmer jusqu'au jour où vous-mêmes désarmerez. Mais il s'en garde. Pour sauvegarder un hypothétique désarmement de la France dans l'avenir, il maintient pour* aujourd'hui *et* sine die *une Allemagne désarmée en face d'une France armée,*

Le désarmement n'est pas la paix

Au sujet du désarmement, il convient de redire encore une fois que le désarmement n'est pas la paix. *Qu'il n'est même point un pas vers la paix. Car deux pays sans armée, ou ne possédant qu'une armée très réduite, mais pourvus l'un et l'autre d'industrie, peuvent s'équiper pour la guerre — la guerre moderne la plus violente et la plus destructive — en un temps très court, au cours même des hostilités. Les armements en temps de paix ne sont utiles que s'ils n'existent que chez* un seul *des adversaires, parce qu'alors ils lui permettent d'occuper le pays de l'ennemi, — ses usines, avant que celui-ci ait eu le temps de les mettre en action.*

Avouons-le nettement. S'il y a encore aujourd'hui la paix en Europe, c'est surtout à cause de l' « inégalité des droits », à cause de la considérable supériorité des forces de la France et de des alliés, au moment même où se déclancheraient les hostilités, provenant du fait, que la France seule et ses alliés sont armés. Lorsqu'il y a quelques années, au cours d'un de ces formidables bourrages de crânes dont elle a le secret, l'Internationale Communiste proclamait : « la guerre est là » ; nous avons dit : non ! pas de guerre pour le moment, pas de guerre avant une dizaine d'années, parce que, pour qu'il y ait guerre, il faut des adversaires de force à peu près équivalente, et cette condition là, n'est pas encore remplie. Aujourd'hui encore elle ne l'est pas, mais l'égalité des droits pour l'Allemagne, que cette égalité soit réalisée dans l'armement ou dans le désarmement, *sera un pas décisif vers sa réalisation.*

Mais alors, dira-t-on, les « patriotes » français qui s'opposent au désarmement de la France et au réarmement de l'Allemagne, travaillent pour la paix ? — Incontestablement. Oui, il est vrai qu'on ne peut maintenir la paix qu'en maintenant l'Allemagne dans l'asservissement, tout comme l'Allemagne victorieuse n'aurait pu, elle aussi maintenir la paix qu'en maintenant la France dans l'asservissement, car c'est précisément le tragique de notre époque qu'en régime capitaliste Paix *et* Droit *sont deux termes inconciliables. Il n'y a de paix possible, en régime capitaliste, que par l'écrasement des faibles ! La paix ne subsiste que tant que l'un est en mesure, du fait de la supériorité de ses forces à un moment donné, de priver l'autre des moyens de devenir fort. Il n'y a de paix que pendant le temps où l'un peut s'arroger tous les droits, et priver l'autre de tous droits.*

Pas d'internationalisme sans Internationale

Mais alors quelle est l'issue ?

Il n'y en a qu'une. Pour sortir du dilemme posé par le capitalisme, il faut sortir du capitalisme ; pour sortir de la guerre autrement que par l'oppression permanente du vaincu, il faut détruire cela même qui entre en guerre : il faut détruire la nation, il faut détruire la patrie.

Mais on ne peut détruire la nation, on ne peut détruire la patrie qu'en leur substituant autre chose, en construisant une réalité plus haute. Cette réalité, c'est la solidarité internationale de classe.

Le jour où le prolétariat n'aura plus aucun sens de la solidarité nationale, qu'il se sera détaché de tout lien avec sa bourgeoisie nationale, pour ne plus connaître que son devoir envers lui-même, le devoir de la solidarité entre tous les prolétaires, ce jour-là, non seulement on ne verra plus le scandale de partis ouvriers adoptant sur chaque question de politique extérieure des politiques diamétralement opposées, selon le pays auxquels ils appartiennent, mais les Etats bourgeois eux-mêmes n'oseront plus guère entrer en guerre, même à égalité de forces, car en dehors de leurs forces respectives, ils devront tenir compte d'une autre force, qui les menacera également tous : la crainte du danger intérieur *sera plus forte que celle du danger extérieur.*

Mais comment peut se créer dans le prolétariat ce sens de la solidarité internationale ?

Dans un passage de la « Critique du Programme de Gotha » que Berth nous rappelait récemment, Marx dit très justement qu'un véritable internationalisme prolétarien ne saurait être la simple affirmation de la « fraternité internationale des peuples », ce en quoi il consiste c'est en la création de « fonctions internationales » *de la classe ouvrière.*

Aucun sentiment, aucune idée ne peuvent en effet prendre corps, s'enraciner, devenir efficaces, si elles ne sont point le résultat d'une pratique. Contrairement à ce que nous avons tendance à dire, le patriotisme n'a point été une simple création de rhéteurs, il est le produit d'une réalité, il est résulté de la pratique des classes dirigeantes de résoudre les problèmes qui se posaient à elles, du point de vue de l'intérêt commun des membres de ces classes appartenant à un même pays.

Il ne saurait en être autrement pour l'internationalisme. Celui-ci ne sera une réalité que lorsque les prolétaires auront pris l'habitude d'envisager les problèmes qui se posent à eux, internationalement, au point de vue de l'intérêt commun de tous les prolétaires. Et pour qu'ils prennent cette habitude, pour qu'elle leur devienne en quelque sorte une seconde nature, il leur faut des organismes adéquats: des organismes internationaux. *Le prolétariat deviendra internationaliste dans la mesure où existera une Internationale, une véritable Internationale. Une Internationale qui sera pour le prolétariat et le développement de l'internationalisme ce que l'Etat a été pour la bourgeoisie et le patriotisme.*

Un courant assez puissant semble se dessiner actuellement au sein de la C.G.T. pour le retrait de la S.D.N. ; c'est parfait. Mais s'arrêter à cette solution exclusivement négative serait une victoire sans lendemain. Le retrait de la S. D. N. n'aura de valeur qu'autant qu'il se complètera par la création d'une vraie Internationale Syndicale. Une Internationale se saisissant de tous les problèmes, tant nationaux qu'internationaux, qui intéressent la classe ouvrière, formulant sur chacun d'eux sa solution, et employant, internationalement, tous les moyens nécessaires pour la faire aboutir, depuis la simple pression par agitation jusqu'à la grève générale internationale.

Le salut est dans l'action directe internationale.

Les décrets scélérats de Paul-Boncour

Nous avons dit maintes fois, nous le répétons, et nous en attendons toujours une démonstration contraire : d'une façon générale, mais plus particulièrement en matière coloniale, ce sont les partis dits « de gauche » qui font la politique la plus réactionnaire, la plus férocement liberticide.

C'est le premier Bloc des Gauches qui a déclanché la guerre du Rif, par la traversée de l'Ouergha ; c'est le premier Bloc des Gauches qui, non content de faire assassiner les dockers de Bizerte, a fait qualifier de complot contre l'Etat, la formation de la C.G.T. tunisienne, et condamner ses fondateurs, pour leur activité exclusivement syndicale, à cinq et dix ans d'exil ; c'est Chautemps, ministre de l'Intérieur du premier Bloc des Gauches qui a soumis de force l'ouvrier indigène algérien aux salaires de famine du colon, en lui interdisant de venir en France ; c'est le premier Bloc des Gauches qui, en janvier 26, a édicté les décrets tunisiens que nous avons à l'époque qualifiés d'hyperfascistes (R.P. d'avril 26), et qui supprimaient en fait toute liberté de presse en Tunisie.

Le second Bloc des Gauches se devait évidemment de faire pire que le premier ; Daladier et Paul Boncour ne pouvaient se montrer inférieurs à Herriot et Painlevé.

Par deux décrets, à côté desquels les lois scélérates font figure de lois très libérales, le bellâtre noceur que les mineurs de Carmaux avaient cru prendre pour le successeur de Jaurès ! vient de faire décider que par simple mesure administrative, sans jugement, *tout tunisien qu'on préten-*

dra s'être livré à des actes de « propagande », de nature à « porter atteinte à la sécurité générale », c'est-à-dire en fait; tout tunisien qu'il plaira à la police de désigner, sera envoyé en résidence forcée.

C'est exactement le régime du Guépéou. Par lettre de cachet, en vertu seulement de son bon plaisir, l'Etat prive un homme à perpétuité de toute activité libre ! Il l'enverra crever au Sahara, sans qu'un délit ait été commis, sans qu'une condamnation ait été prononcée, tout comme le Guépéou envoie, dans les mêmes conditions crever en Sibérie, et comme Louis XIV envoyait crever à la Bastille !

Le monsieur qui a fait prendre ces décrets, ose, parait-il, se réclamer de Waldeck-Rousseau ! Waldeck-Rousseau était un bourgeois certes, mais un bourgeois qui avait encore de la tenue. Un bourgeois qui avait encore quelque souci des Droits de l'Homme, ou même plus simplement du Droit Bourgeois tout court. Tandis que ce type accompli du bourgeois dégénéré qu'est Paul Boncour ne saurait évidemment avoir aucune préoccupation de cet ordre. Il est exactement au niveau auquel est descendue sa classe : au niveau d'Hitler et de Mussolini.

Le crime de Victor Serge

On lira plus loin l'admirable déclaration écrite par Victor Serge peu de temps avant qu'il ne soit arrêté. On verra ainsi une fois de plus pourquoi le Guépéou emprisonne, car le crime de Victor-Serge est tout entier contenu là. Nous nous portons garants — et nous défions l'ambassade ou quiconque de nous contredire — que Serge n'a point commis d'autre crime que celui dont il se reconnait par avance coupable, celui d'être, comme il dit, un « objecteur », un objecteur qui veut « sauver les idées, les principes, l'esprit de la révolution d'octobre. » Mais sauver les principes de la révolution d'octobre, n'est-ce pas là précisément, pour la police tzariste reconstituée, le plus grand des crimes.

R. L.

P. S. — Nous avons appris depuis notre dernier numéro que la femme de Serge avait pu sortir de la maison de santé, et retrouver son fils.

FORFAITURE

Loi Constitutionnelle du 4 novembre 1848

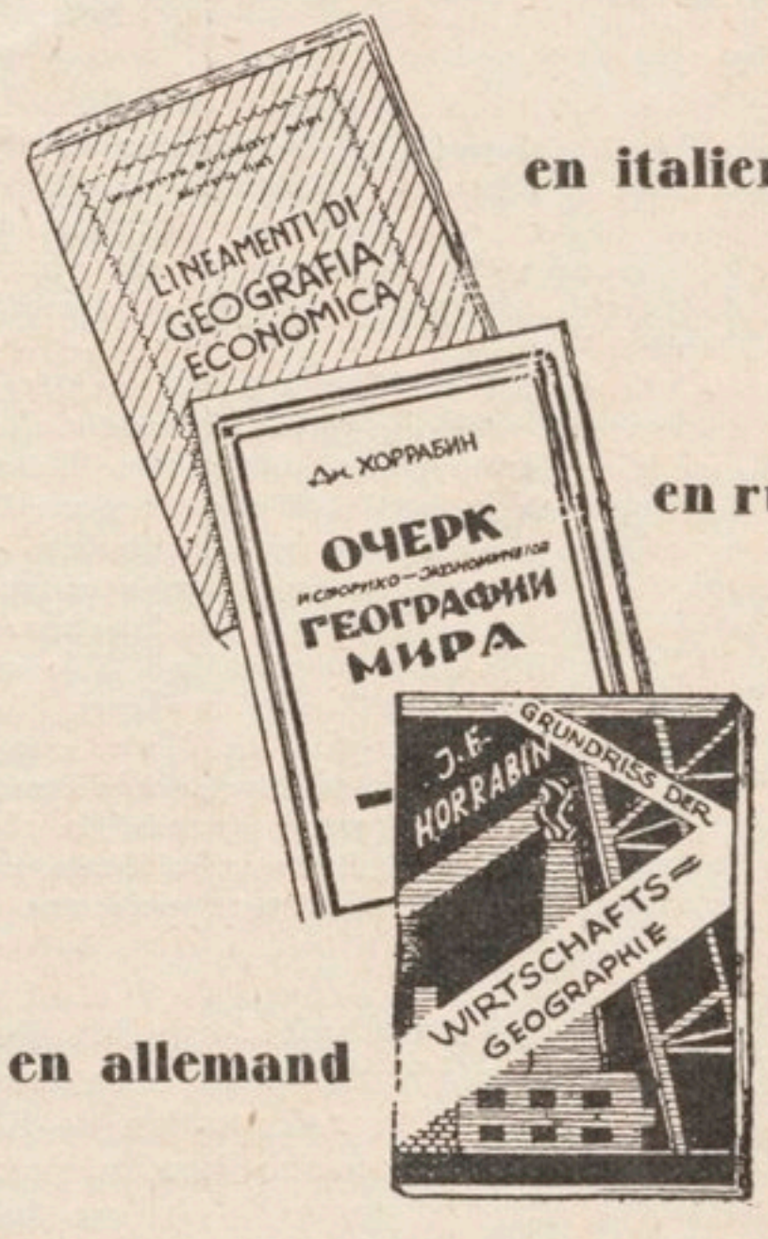
Art. 5. — La peine de mort est abolie en matière politique.

Cet article de loi abrogé ni implicitement ni explicitement, est toujours en vigueur.

La Cochinchine est une colonie française.

Et huit Cochinchinois viennent d'être condamnés à mort, **en matière politique !**

La géographie économique d'Horrabin



en italien

en russe

en allemand

***

Les premiers exemplaires de l'édition française sortiront de chez le brocheur au moment où nos abonnés recevront ce numéro.

C'est dire que les camarades qui nous ont déjà passé leur commande, recevront leur exemplaire soit dans les derniers jours du mois, soit au début de juin.

Quant aux autres, qu'ils se hâtent de nous passer commande, en nous envoyant la somme de 9 francs par chèque-postal, — ou, mieux encore, en nous demandant un dépôt.

PHALANGE D'HONNEUR DU « CRI DU PEUPLE »

RECETTES DU 1er AU 30 AVRIL

En espèces: Chestier 10; A. Pelletier 10; Perdoux 50; Lecomte 20; R. Deveaux 10; Henriette Villain 20 frs.

Aux chèques postaux: François Morel 10; Gazanion (Nord) 10; A. Charroin, 10; L. Cousin (Meurthe-et-Moselle) 100; J. Vidal (Puy-de-Dôme) 120; Mariani 30; François Morel 10; G. Thomas (Indre) 30 francs.

En caisse le 31 Mars	872 09
Recettes Phalange	440 »
Total	1.312 09
Dépenses (Fournisseurs)	1.111 45
En caisse le 30 Avril	200 64

(Espèces : 98.80. Chèques postaux: 101.84).

Merci à tous ! Adresser les fonds au chèque postal René Deveaux, 33 ter, rue Doudeauville, 525-67, Paris.

POUR LE CINQUANTENAIRE DE MARX

Une analyse du "Capital"

Pour continuer à célébrer le cinquantenaire de la mort de Marx en essayant de mieux faire connaître celui-ci, nous publions aujourd'hui une analyse de celle de ses œuvres qui est généralement considérée comme son œuvre fondamentale: le Capital.

Cette analyse est due à Franz Mehring (1), *le vétéran de l'ancienne social-démocratie allemande, l'un des rares hommes qui, dans l'atmosphère étouffante de ce parti, sut conserver son indépendance et ses convictions révolutionnaires, — celui qui, à 80 ans, devint le fondateur, avec Karl Liebnecht et Rosa Luxembourg, du* Spartakusbund.

Elle est tirée d'un ouvrage écrit à la veille de la guerre et qui constitue la meilleure biographie actuellement existante de Karl Marx; une traduction française doit en paraître prochainement.

Elle nous a paru fournir l'exposé le plus clair de tous ceux qui ont été jusqu'ici écrits, d'un ouvrage dont la facilité n'est pas précisément la qualité dominante.

Le premier chapitre du *Capital* est l'un des plus remarquables qu'ait écrit Marx, quant à sa forme littéraire. Marx y étudie la transformation de l'Argent en Capital. Comment se fait-il que dans la circulation des marchandises qui s'échangent à valeur égale, le possesseur d'argent puisse acheter une marchandise et la revendre à sa valeur, tout en en retirant plus de valeur qu'il n'en avait mise ?

La plus-value

Il le peut parce que, dans les rapports sociaux actuels, il trouve sur le marché une marchandise si particulière que sa consommation est une source de valeur nouvelle: c'est la *force de travail.*

Celle-ci se présente sous la forme d'un travailleur vivant qui a besoin d'une somme déterminée de moyens d'existence pour assurer sa vie, et celle de sa famille qui réalise la continuation de la force de travail après sa mort.

Le temps de travail nécessaire à la production de ces moyens d'existence représente la valeur de la force de travail. Cette valeur, comptée en salaire, est bien moindre que celle qui peut être tirée de la force de travail par son acheteur. Le travail supplémentaire de l'ouvrier, au delà du temps nécessaire à la production de son salaire, est la source de la plus-value, de l'accroissement constant du capital. Le travail non payé de l'ouvrier entretient tous les membres oisifs de la Société; c'est sur lui que repose tout notre état social.

Certes le travail non payé n'est pas, en soi, caractéristique de la société moderne bourgeoise. Aussi longtemps qu'il y a eu des classes possédantes et des classes ne possédant rien, celles-ci ont dû exécuter du travail non payé. Aussi longtemps qu'une partie de la société a le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, doit ajouter au temps de travail nécessaire à son existence, un temps de travail supplémentaire pour assurer l'existence des propriétaires des moyens de production.

Le salaire n'est que la forme particulière actuelle du système de travail non payé, système qui existe depuis qu'il existe une différenciation des classes. Pour être bien compris, le salaire doit être étudié en tant que forme historique de ce système.

Pour transformer son argent en capital, le possesseur d'argent doit trouver sur le marché le travailleur libre. Libre d'abord en tant que personne qui dispose comme il veut de sa force de travail; libre ensuite de tout ce qui pourrait l'empêcher de vendre sa force de travail, c'est-à-dire n'ayant à sa disposition que cette seule marchandise.

Le capitalisme, produit de l'histoire

Ce n'est pas là un rapport historique naturel, car la nature ne produit pas séparément d'une part ceux qui possèdent l'argent et les marchandises, et d'autre part ceux qui ne possèdent que leur force de travail. Ce n'est pas non plus un rapport social commun à toutes les périodes historiques; mais bien le résultat d'un long développement historique, le produit de nombreux bouleversements économiques, de la destruction de toute une série de vieilles formes de la production sociale.

La production des marchandises est l'origine du capital. Les conditions historiques d'où il résulte sont la grande production, la circulation développée et le commerce. L'histoire moderne du capital date de l'extension du commerce moderne et des marchés mondiaux, c'est-à-dire du XVIe siècle.

C'est une fade puérilité que cette illusion des économistes vulgaires suivant lesquels il y aurait eu au début une élite qui aurait su accumuler les richesses pendant qu'une masse de misérables paresseux en était réduit petit à petit à n'avoir plus à vendre que sa propre peau.

Aussi fade que cette autre puérilité d'historiens bourgeois qui représentent la disparition du mode de production féodale comme l'émancipation du travailleur et non comme la transformation du système de production féodale en système capitaliste.

Au moment où les ouvriers cessent de faire directement partie des moyens de production, comme les esclaves ou les serfs, les moyens de production cessent de

(1) Dans notre numéro du 25 mars, nous avions donné comme auteur de cette analyse Rosa Luxembourg. Mehring dit, en effet, dans la préface de son livre, qu'il avait demandé à celle-ci sa collaboration pour le chapitre sur le *Capital*. Mais, vérification faite, il précise que seules les parties de ce chapitre relatives au deuxième et troisième livre du *Capital* ont été écrites par elle. Ce que nous publions ayant trait au premier livre, est donc de la plume de Mehring et non de celle de Rosa.

leur appartenir à la différence des paysans ou des artisans qui produisent par eux-mêmes.

C'est par des méthodes cruelles et violentes — décrites en détail par Marx dans le chapitre sur l'accumulation primitive dans l'histoire anglaise — que la grosse masse du peuple fut expropriée de la terre, des moyens de vie et des instruments de travail. Ainsi se sont formés les travailleurs libres dont a besoin le régime capitaliste. Le capital vient au monde ruisselant de sang et de boue, de la tête aux pieds. Aussitôt qu'il vit de lui-même, il ne fait que développer la séparation entre l'ouvrier et l'artisan propriétaire de ses moyens de production.

Produire, produire encore, produire toujours...

Le salariat se distingue des autres systèmes de travail non payé en ce que le mouvement du capital est illimité; sa soif de travail supplémentaire est insatiable.

Dans les formes de société où la valeur d'usage prévaut sur la valeur d'échange, le surtravail est limité à une étendue plus ou moins grande de besoins, mais ce mode de production n'entraîne pas la nécessité d'un surtravail illimité. Au contraire, là où prévaut la valeur d'échange, le capital utilise à la fois, avec le maximum d'énergie, et sans connaître aucune borne, toutes les formes de travail forcé direct susceptibles de produire un travail supplémentaire, de pomper tout surtravail, d'exploiter toute force de travail.

Peu lui importe les conditions du travail, ni la valeur d'usage ainsi créée ! Seul compte le processus de réalisation en argent, la valeur d'échange d'où il lui faut retirer plus de valeur qu'il n'en a mis. Le besoin de plus-value ne connaît pas le sentiment de satiété; rien ne correspond, dans la valeur d'échange, à la limite créée par la satisfaction des besoins quand il s'agit de valeur d'usage.

Plus-value absolue et plus-value relative

De même qu'à la marchandise se rapportent les valeurs d'usage et d'échange, c'est au mode de production que se rapportent le mode de travail et la formation de la valeur.

La création de la valeur se poursuit jusqu'au moment où la valeur créée équivaut à la force de travail payée en salaire. A partir de ce moment, il y a création de plus-value. La forme capitaliste de la production des marchandises est caractéristique de ce processus de travail et de réalisation de plus-value.

Au cours du travail, la force de travail et les moyens de production interviennent simultanément; au cours de la réalisation de la plus-value, les mêmes éléments du capital reparaissent comme capital variable et capital constant.

Le capital constant comprend les moyens de production, les matières premières, matières auxiliaires, moyens de travail, et sa valeur n'est pas modifiée au cours de la production. Le capital variable se réalise dans la force de travail et sa valeur est modifiée au cours de la production: il reproduit d'abord sa propre valeur, et ensuite un supplément dont la valeur est plus ou moins grande, qui est variable: c'est la plus-value.

Ainsi Marx se crée une route claire pour l'étude de la plus-value, à qui il découvre deux formes: plus-value absolue et plus-value relative qui ont joué chacune un rôle différent, mais décisif dans l'histoire du mode de production capitaliste.

La plus-value absolue est produite lorsque le capitaliste étend le temps de travail au-delà du temps nécessaire à la reproduction de la force de travail. A suivre son désir, la journée de travail aurait 24 heures, car la plus-value produite est d'autant plus grande que la journée de travail est plus longue.

Inversement, l'ouvrier a le sentiment très net que chaque heure de travail supplémentaire au-delà de l'équivalent de son salaire, lui est soutirée injustement. La fatigue même de son corps lui indique qu'il travaille un temps trop long.

La lutte pour la diminution de la journée de travail date de la première apparition historique de l'ouvrier libre et dure encore de nos jours.

Le capitaliste lutte pour son profit, et — qu'il soit personnellement honnête homme ou coquin — la concurrence lui impose d'étendre la journée de travail jusqu'à l'extrême limite de la capacité humaine.

L'ouvrier lutte pour sa santé, pour un couple d'heures de repos journalier, pour pouvoir, en dehors de son travail, son repos, ou son sommeil, vivre d'une vie d'homme.

Marx dépeint d'une façon très expressive la guerre civile qui, pendant un demi-siècle, a mis aux prises les capitalistes et la classe ouvrière en Angleterre. Elle a commencé à la naissance de la grande industrie qui pousse les capitalistes à briser toutes les barrières qu'opposent à l'exploitation du prolétariat la nature, la morale, l'âge, le sexe, et même la nuit. Elle a pris fin lorsque la classe ouvrière obtint enfin le bill des 10 heures qui l'empêcha, par une obligation sociale supérieure, de se livrer elle-même à la mort et à l'esclavage sous forme d'un contrat libre avec le capital.

La plus-value relative est produite lorsque le temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail est diminué. La valeur de la force de travail est diminuée lorsque la productivité du travail est élevée dans les branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de la force de travail.

C'est ce qui rend nécessaires les continuels bouleversements du mode de production et des conditions techniques et sociales du mode de travail.

Le rôle révolutionnaire du capitalisme

Marx fit à ce propos, dans les chapitres qui traitent de la coopération, de la division du travail, des manufactures, du machinisme, et de la grande industrie, des développements historiques, économiques, technologiques et sociaux, qui sont considérés même par les bourgeois, comme une merveille scientifique.

Marx montre que le machinisme et la grande industrie n'ont pas seulement créé une effroyable misère, inconnue jusque-là avec les anciens modes de production, mais qu'ils préparent, par le bouleversement continuel de la société capitaliste, une forme nouvelle de société.

Les premières lois anglaises sur la protection du travail sont la première réaction consciente et concertée de la société contre les formes opposées à son mode de production. En règlementant le travail dans les fabriques et les manufactures, ces lois semblent s'immiscer dans le droit d'exploitation du capital.

Mais la puissance des faits oblige bientôt la loi à règlementer aussi le travail à la maison, à atteindre l'autorité paternelle, et par là à reconnaître que la grande industrie, évoluant sur la base économique du vieux principe de la famille et du travail familial, décompose aussi cette base même des rapports familiaux:

« Aussi effroyable et horrible que paraisse la décomposition du vieux principe de la famille à l'intérieur du système capitaliste, la grande industrie n'en crée pas moins une nouvelle base économique pour une forme supérieure de la famille et des rapports des deux sexes, en assignant aux femmes, aux jeunes gens et aux enfants des rôles déterminés dans le processus de production sociale, hors de la sphère limitée au principe du foyer familial.

Il est naturellement aussi absurde de considérer comme absolue la forme de la famille germano-chrétienne que la forme antique romaine, ou grecque, ou orientale, qui du reste, forment dans leur ensemble une suite de développement historique. De même, il est évident que, même sous la forme capitaliste brutale où le travailleur est fait pour la production et non la production pour le travailleur, la réunion en un même lieu de travail d'individus de tout sexe et de tout âge doit changer cette source empoisonnée de ruine et d'esclavage en source de développement humain. »

Les formes antérieures de la production étaient insuffisantes pour permettre un développement également digne de tous les hommes qui constituent la société. La machine, en même temps qu'elle réduit l'ouvrier au rôle d'un simple appendice, rend possible ce développement en élevant à un haut degré les forces productives de la société.

Le salaire et ses formes

Après son analyse de la production de la plus-value absolue et relative, Marx donna, pour la première fois dans l'histoire de l'économie politique, une théorie rationnelle du salaire. De même que le prix d'une marchandise indique sa valeur exprimée en argent, de même le salaire est le prix de la force de travail. Ce n'est pas le travail qui figure sur le marché, mais l'ouvrier qui met en vente sa force de travail, et le travail n'est que la conséquence de l'emploi de cette marchandise qu'est la force de travail. Le travail est la substance et la mesure immanente de la valeur, mais il n'a lui-même aucune valeur. Cependant, c'est le travail qui paraît être payé par le salaire, car l'ouvrier ne le reçoit qu'une fois le travail effectué. Cette forme du salaire efface toute division entre travail payé et travail non payé. C'est l'opposé de ce qui se passe pour l'esclave qui paraît ne travailler que pour son maître, même dans la partie de la journée où il ne fait que remplacer la valeur de ses propres moyens d'existence: tout son travail paraît être du travail non payé. Au contraire, le salaire semble payer tout le travail de l'ouvrier. Dans un cas, les rapports de propriété cachent le travail fait par l'esclave pour lui-même; dans l'autre, les rapports d'argent cachent le travail non payé du salarié.

C'est sur cette forme qui rend invisible le rapport réel en montrant justement son contraire, que reposent toutes les notions du droit de l'ouvrier et du capitaliste, toutes les mystifications du mode de production capitaliste, toutes ses illusions de liberté, toutes les bourdes ahurissantes de l'économie vulgaire.

Les deux formes principales du salaire sont le salaire au temps et le salaire aux pièces.

Pour le salaire au temps, Marx prouve notamment combien est fausse et intéressée l'affirmation qu'une diminution de la journée de travail doit entraîner une diminution du salaire. Une réduction passagère de la journée de travail diminue le salaire, mais une réduction permanente l'élève. Le salaire est d'autant plus bas que la journée de travail est plus longue.

Le salaire aux pièces n'est qu'une forme modifiée du salaire au temps. C'est vraiment celle qui est le mieux adaptée au régime capitaliste. Elle prit de l'importance pendant la période de la manufacture proprement dite, et dans les périodes troublées de la grande industrie anglaise, servit de levier pour l'allongement de la journée de travail et la diminution des salaires.

Le salaire aux pièces est très avantageux pour le capitaliste, car il rend superflue en grande partie la surveillance du travail et offre de plus de nombreuses occasions de retenues de salaires, amendes et autres escroqueries.

Il est au contraire très désavantageux pour les ouvriers: il provoque l'épuisement par excès de travail pour élever le salaire, alors qu'en fait cet excès le diminue, la concurrence accrue entre les ouvriers, l'affaiblissement de la conscience de leur solidarité, l'introduction entre capitalistes et ouvriers d'éléments parasitaires qui prélèvent une part importante du salaire, etc....

Le rapport de plus-value et salaire dans le mode de production capitaliste fait que, non seulement le capitaliste voit son capital se reproduire, mais aussi que l'ouvrier est toujours entretenu en état de pauvreté. D'un côté, les capitalistes, propriétaires de tous les moyens d'existence, de toutes les matières premières, de tous les instruments de travail; de l'autre, la grande masse des travailleurs, obligés de vendre leur force de travail à ces capitalistes, pour gagner des moyens d'existence qui dans le meilleur des cas leur permettent juste de maintenir leur capacité de travail et de produire une nouvelle génération de prolétaires.

L'accumulation du capital

Mais le capital ne fait pas que se reproduire, il se multiplie et s'accroît constamment. C'est à ce «procès d'accumulation» que Marx a consacré le dernier chapitre du premier volume.

Non seulement le capital produit de la plus-value, mais la plus-value produit aussi du capital.

Une partie de la plus-value produite annuellement est consommée comme revenu par les classes possédantes parmi lesquelles elle est répartie; une autre partie est accumulée comme capital. Le travail non payé qui est extrait de la classe ouvrière sert maintenant d'outil pour extraire encore du travail non payé. Dans le torrent de la production, tout le capital primitivement avancé devient en général négligeable par rapport au capital accumulé directement, c'est-à-dire à la plus-value transformée en capital, soit qu'il reste dans la main de celui qui a accumulé, soit qu'il passe dans une main étrangère.

La loi de la propriété privée, reposant sur la production et la circulation des marchandises est modifiée inévitablement par sa propre dialectique intérieure, et devient son contraire direct:

Les lois de la production des marchandises parais-

sent fonder le droit de propriété sur le travail propre. Des possesseurs de marchandises, ayant des droits égaux, sont en présence, ils ne peuvent s'approprier une marchandise étrangère qu'en aliénant la leur, et ils ne peuvent reproduire cette marchandise aliénée que par leur travail.

Maintenant, c'est le contraire. La loi de propriété apparaît pour le capitaliste comme le droit de prendre du travail étranger non payé (ou le produit de ce travail); et pour l'ouvrier comme l'impossibilité de s'approprier le produit de son propre travail.

Lorsque les prolétariats modernes commencèrent à se former, lorsque le prolétariat citadin de Lyon fit sonner le tocsin, lorsque le prolétariat agricole d'Angleterre fit flotter le drapeau rouge, les économistes vulgaires trouvèrent la « théorie de l'abstinence » d'après laquelle le capital est produit par l'abstinence volontaire des capitalistes, théorie que Marx, après Lassalle, flagella impitoyablement. Ce qui contribue réellement à l'accumulation du capital, c'est l'abstinence « obligatoire » de l'ouvrier; c'est l'abaissement du salaire au dessous de la valeur de la force de travail, réalisé avec violence, qui transforme une partie du fonds nécessaire à la consommation de l'ouvrier en fonds d'accumulation du capital.

Telle est l'origine des jérémiades sur la vie « luxueuse » des ouvriers, des interminables litanies sur la bouteille de bon vin que les maçons boivent à leur casse-croûte, et de tout ce que débitent sur ce chapitre les spadassins capitalistes.

Voici maintenant la loi générale de l'accumulation capitaliste: la croissance du capital implique la croissance de son élément variable, celui qui est converti en force de travail. Si la composition organique ne se modifie pas, il faut toujours la même quantité de force de travail pour mettre en œuvre une quantité déterminée de moyens de production. Par suite, la croissance du capital entraîne une augmentation générale de la demande de travail et des moyens de subsistance des ouvriers; et cette augmentation est d'autant plus rapide que la croissance du capital est elle-même plus rapide. La reproduction simple maintient constant le capital; l'accumulation reproduit le capital, avec sa même composition organique, à une échelle plus grande: d'un côté, plus de capitalistes, ou des capitalistes plus importants; de l'autre, davantage de salariés. L'accumulation du capital provoque donc la multiplication du prolétariat et cela, même dans l'hypothèse considérée, qui est la plus favorable aux ouvriers. Il leur revient, sous forme de moyens de paiement, une part plus grande de leur surtravail toujours croissant et transformé davantage en nouveau capital; si bien qu'ils peuvent élargir le cercle de leurs jouissances, et mieux se munir de vêtements, de meubles, etc. Mais le rapport de dépendance, auquel ils sont soumis, en est aussi peu modifié, que le fait pour un esclave d'être bien habillé et bien nourri le libère de son esclavage ! Ils doivent toujours livrer une quantité déterminée de travail non payé; cette quantité peut diminuer mais jamais au point de mettre sérieusement en danger le caractère capitaliste de la production. Quand les salaires montent à ce point, l'aiguillon du gain s'émousse, l'accumulation du capital se ralentit jusqu'à ce que les salaires soient ramenés à un niveau suffisamment bas pour que le capital puisse être réemployé.

L'armée de réserve industrielle

Si donc l'accumulation ne modifie pas le rapport entre le capital constant et le capital variable, la chaîne d'or, que le prolétariat se forge lui-même, devient plus pesante. Mais en fait, le progrès de l'accumulation va de pair avec une grande révolution dans ce que Marx appelle la composition organique du capital. Le capital constant croît aux dépens du capital variable. La productivité croissante du travail entraîne une augmentation plus rapide des moyens de production que de la quantité de force de travail correspondante; la demande de travail ne suit pas la progression de l'accumulation, mais diminue relativement.

La concentration du capital produit le même effet sous une autre forme; cette concentration s'accomplit indépendamment de l'accumulation, elle a pour cause la concurrence capitaliste qui impose l'absorption du petit capital par le gros capital. En même temps que le capital nouveau, formé au cours de l'accumulation, emploie proportionnellement de moins en moins d'ouvriers, le capital ancien, reproduit avec une composition nouvelle, libère de plus en plus les ouvriers qu'il occupait auparavant. Ainsi se constitue un excédent relatif de la population ouvrière, une armée de réserve industrielle; pendant les périodes de faible ou de moyenne conjoncture, ces ouvriers en excédent sont payés au dessous de la valeur de leur force de travail, sont occupés irrégulièrement ou échouent à l'assistance publique; en d'autres circonstances, ils servent à paralyser la résistance des ouvriers régulièrement occupés, et à maintenir les salaires à un niveau inférieur.

L'armée de réserve industrielle est le produit obligatoire de l'accumulation de la richesse sur la base capitaliste; mais, réciproquement, elle sert de levier au mode de production capitaliste. L'accumulation, et l'augmentation de la productivité du travail, qui l'accompagne, font croître la force d'expansion du capital; des réserves plus grandes d'ouvriers deviennent nécessaires pour qu'elles puissent être jetées, subitement et sans inconvénients, dans d'autres sphères, sur de nouveaux marchés ou dans de nouvelles branches de production. L'allure de l'industrie moyenne, caractérisée, sous réserve de petites fluctuations intermédiaires, par un cycle de dix ans comprenant une succession de périodes d'activité moyenne, de grande production, de crise et de stagnation, correspond à la formation, à l'absorption plus ou moins grande, et à la reconstitution de l'armée de réserve industrielle. Cette armée de réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale est plus grande, le capital en fonctionnement plus important, la croissance de ce capital plus vigoureuse et, par voie de conséquence, que le chiffre absolu de la population ouvrière est plus élevé, et la productivité du travail plus forte. Son importance relative augmente avec la puissance de la richesse. Mais plus l'armée industrielle de réserve s'accroît par rapport à l'armée des ouvriers qui travaillent, plus se multiplient les couches ouvrières dont la misère augmente dans la mesure où le supplice du travail diminue. Enfin le paupérisme officiel se développe en même temps que le lumpen prolétariat. Telle est la loi absolument générale de l'accumulation capitaliste.

Le processus de la Révolution

C'est aussi de cette loi que découle le développement historique. En même temps que l'accumulation et la concentration du capital, la forme collective de travail se développe sur une échelle toujours plus grande. De plus en plus s'introduit l'application consciente de la science à la technique, l'exploitation de la terre en commun suivant un plan concerté, la transformation par leur seul emploi en commun de tous les moyens de production, enfin l'économie de force de travail par le travail en équipe. Le nombre des magnats de l'industrie, qui monopolisent la production et en accaparent tous les bénéfices, va en diminuant; corrélativement, la misère, l'oppression, l'exploitation augmentent, le degré de servitude et la dégradation des ouvriers s'accentue, mais aussi gronde de plus en plus la révolte de la classe ouvrière, qui se dresse unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une chaîne pour le mode de production qui l'a développé. La concentration des moyens de production, et les associations de travailleurs atteignent un degré de développement incompatible avec le cadre capitaliste. L'heure de la propriété privée capitaliste va sonner, les expropriateurs vont être expropriés.

La propriété individuelle, basée sur le travail personnel, sera rétablie mais transformée par les conquêtes de l'ère capitaliste; elle prendra la forme de la coopération de travailleurs libres, de la propriété collective de la terre et des moyens de production créés par le travail. Naturellement, la transformation en propriété socialisée de la propriété capitaliste, qui repose déjà sur un mode de production socialisée, sera beaucoup moins longue, beaucoup moins dure et beaucoup moins difficile que ne le fut la transformation en propriété capitaliste de la propriété morcelée, qui reposait sur le travail particulier des individus. Il s'agissait alors pour quelques usurpateurs d'exproprier la masse du peuple; il s'agit maintenant pour la masse du peuple d'exproprier quelques usurpateurs.

Franz MEHRING.

Parmi nos Lettres

Un gros danger Ida Mett nous écrit de Bruxelles :

L' « homme de la rue » est ici très anti-hitlérien, parce qu'anti- « boche ». Je pourrais vous en citer plusieurs exemples.

Récemment une malade entre à l'hôpital où je suis, l'infirmière la prend pour une « boche » et elle est alors, pour ainsi dire, classée. Elle me raconte cela en se plaignant : « Si j'étais boche, l'infirmière aurait évidemment raison, mais je ne suis pas boche, je suis wallonne ».

Lors de la manifestation du 1er mai à Liège, les manifestants ont arraché la croix gammée du Consulat allemand ;c'était très bien. Mais le lendemain j'ai entendu parler de l'affaire par deux conducteurs de trams:«As-tu vu dans les journaux ? à Liège, on a arraché la croix gammée ». — « Ils ont bien fait, il faut les étrangler, les boches ! »

Il y a là un gros danger qu'il ne faut pas sous-estimer.

Le « Drang nach Osten » Au sujet de la reprise de la « marche vers l'Est » prônée par Hitler, Paul Reclus nous écrit :

Je doute que la « marche vers l'est » reprenne réellement. Mon sentiment est qu'Hitler aura assez de travail sur les bras à domicile. Je sais bien, il y a le dérivatif des difficultés internes par la guerre à l'extérieur. Je ne suis pas sûr que cela marcherait dans le cas actuel. J'y suis un peu conduit par l'attitude du Duce depuis dix ans, fort en gueule, mais prudent. Un résultat acquis: la victoire ne paie plus. Mais je me suis trompé assez souvent dans mes pronostics pour être prudent — moi aussi.

« Avec le déshonneur ...en plus » Sur l'occupation des syndicats allemands par les hitlériens et l'arrestation des chefs syndicaux, un camarade nous écrit :

Certains chefs de syndicats allemands ont pu essayer de « justifier » leur aplatissement devant Hitler en disant, avec le proverbe, qu'il y a des moments où il vaut mieux plier qu'être brisés. Ils ont plié, et les voilà tout de même au bloc, dispersés, démolis, avec le déshonneur en plus. Quant aux syndicats « formidables », les voilà machines de l'Etat hitlérien, rouages de la dictature. Comme quoi, s'il faut évidemment des syndicats de masse, ceux-ci ne sont rien sans l'esprit révolutionnaire et l'esprit d'indépendance à l'égard des partis et des gouvernements. Il ne faut pas rien que des effectifs dans les syndicats; il faut de la flamme, de la révolte, de l'action! Mais aussi, il ne faut pas que de la flamme, de la révolte, de l'action; il faut aussi des effectifs. Problème essentiel de l'action de masses!

Eh oui ! quand une pierre vous frappe, son effet ne dépend pas seulement de sa masse, mais aussi de sa vitesse, et plus même de sa vitesse que de sa masse. L'effet d'un courant électrique ne dépend pas seulement de la quantité d'électricité qui passe, mais aussi du voltage. C'est là une loi générale de l'énergie, comme l'a montré autrefois le grand chimiste allemand Ostwald, et qui, comme lui-même l'a indiqué, s'applique aussi à l'énergie sociale. Comme toute autre celle-ci dépend de deux facteurs, un facteur de masse, de volume d'« extensité », et un facteur d'« intensité ». Il y a la masse du prolétariat, et il y a la conscience de classe du prolétariat ; l'action du prolétariat sur la société est le produit de ces deux facteurs ; si l'un d'eux est nul, l'autre peut être aussi grand que l'on veut, le produit n'en est pas moins nul.

Rectification Du camarade Lippe, de Bruxelles, à propos des quelques lignes parues dans notre avant-dernier numéro sous le titre « Ceux qui résistent » :

Votre articulet sur les bagarres du meeting fasciste de Bruxelles est faussé par des contre-vérités flagrantes. La sortie des fascistes s'est effectuée en bon ordre, sans bagarres aucunes. Les manifestants s'étaient laissé enfermer dans les cafés.

Nous avions pris nos indications dans la presse, mais évidemment la presse, même ouvrière, n'est pas toujours très véridique.

Pour les emprisonnés Etienne Decroix nous prie d'annoncer :

Le groupe théâtral Une Graine *prépare pour le début de juin un spectacle dont la recette* brute *sera versée au trésorier de l'*Entr'aide, *l'organisme de secours aux emprisonnés politiques.*

La profession de foi de Victor-Serge

Quelques semaines avant son arrestation, Victor Serge, écrivant de Léningrad à des amis de France, terminait sa lettre par la déclaration que voici :

Je me suis retiré par la force des choses, de toute activité politique directe. Ma position de retraite de non consentant est la suivante. Voici, en d'autres termes, ce que j'affirmerai tranquillement ici et ce que je veux qu'on sache si cela me vaut quelque persécution.

Je ne vois aucune erreur marquante dans les idées que j'ai soutenues en 1923-28 au sein du Parti. Je n'ai rien à rétracter de tout ce que j'ai écrit depuis. Coupé du mouvement ouvrier et communiste d'Occident, n'ayant lu aucun ouvrage ou document politique publié à l'étranger depuis plus de 5 ans (sauf des fragments et bien rarement) je ne puis me solidariser plus étroitement avec aucun groupe. Je sympathise avec tous ceux qui vont contre le courant, cherchent à sauver les idées, les principes, l'esprit de la révolution d'Octobre. Je crois qu'il faut, pour cela, tout revoir en commençant par instituer entre camarades des tendances les plus diverses une collaboration réellement fraternelle dans la discussion et l'action.

Sur trois points essentiels, supérieurs à toutes les considérations de tactique, je reste et resterai quoi qu'il puisse m'en coûter, un objecteur, un non-consentant avoué, net, et qui ne se taira que contraint.

1. — Défense de l'homme. Respect de l'homme. Il faut lui rendre des droits, une sécurité, une valeur. Sans cela pas de socialisme. Sans cela, tout est faux, raté, vicié. L'homme, quel qu'il soit, fut-ce le dernier des hommes. « Ennemi de classe », fils ou petit - fils de grand bourgeois, je m'en moque. Il ne faut jamais oublier qu'un être humain est un être humain. Ça s'oublie tous les jours, sous mes yeux, partout ; c'est la chose la plus révoltante et la plus antisocialiste qui soit.

Et à ce propos, sans vouloir rayer une ligne de ce que j'ai écrit à diverses reprises sur la nécessité de la terreur pour les révolutions en danger de mort, je dois dire que je tiens pour une abomination inqualifiable, réactionnaire, écœurante et démoralisante, l'usage continu de la peine de mort par justice administrative et secrète. (En temps de paix ! Dans un Etat plus puissant que nul autre !)

Mon point de vue est celui de Dzerjinski au début de 1920 quand, la guerre civile paraissant terminée, il proposa aussitôt et obtint sans peine de Lénine, la suppression de la peine de mort politique (elle fut rétablie peu après à la suite de l'agression polonaise). C'est aussi celui des communistes qui proposèrent pendant des années de réduire les fonctions des Commissions Extraordinaires (Tchéka ou Guépéou) à l'enquête. Le prix de la vie humaine est tombé si bas, et c'est si tragique, que toute peine de mort est à condamner dans ce régime.

Abominable également, et injustifiable, la répression par l'exil, la déportation, la prison quasi-perpétuelle de toute dissidence dans le mouvement ouvrier — c'est-à-dire l'application contre les travailleurs, de mesures exceptionnelles édictées dans le feu de la guerre civile contre les ennemis de la Révolution.

2. — Défense de la vérité. L'homme et les masses y ont droit. Je ne consens ni au tripatouillage de la littérature, ni à la suppression de toute information sérieuse dans la presse (réduite à un rôle d'agitation). Je tiens la vérité pour une condition de santé intellectuelle et morale. Qui parle de vérité parle de sincérité. Droit de l'homme à l'une et à l'autre.

3. — Défense de la pensée. Aucune recherche intellectuelle, dans aucun domaine, n'est permise. Tout se réduit à une casuistique nourrie de citations. Il a fallu, l'an dernier, que Staline s'en mêlât et fit écrire dans la « Pravda » qu'on a tort de vouloir imposer à la gynécologie les formules marxistes ! La peur intéressée de l'hérésie aboutit au dogmastisme bigot le plus paralysant. Je tiens que le socialisme ne peut grandir dans l'ordre intellectuel que par l'émulation, la recherche, la lutte des idées ; qu'il n'y a pas à craindre l'erreur, toujours réparée, avec le temps, par la vie même — mais la stagnation et la réaction ; que le respect de l'homme sous-entend pour l'homme le droit de tout connaître et la liberté de penser. Ce n'est pas **contre** la liberté de penser, contre l'homme que le socialisme peut triompher, mais au contraire **par** la liberté de penser, en améliorant la condition de l'homme.

Et je ne fais pas ici une apologie du libéralisme ; je rappelle seulement ce qui est consacré par la constitution soviétique, ce qui a été reconnu et proclamé par tous les socialistes, y compris ceux qui font exactement le contraire de ce qu'ils disent.

Chers amis, je finis. J'espère vous revoir bientôt. Je ne perdrai pas cet espoir. Je continuerai à lutter comme je pourrai. Je tiendrai en tous cas, et si ça tourne mal, j'aurai fait mon possible, tenu de mon mieux jusqu'au bout. Ce n'est certainement pas inutile. A vous de cœur.

VICTOR-SERGE

La renaissance du Syndicalisme

AVANT LE CONGRÈS
DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

L'action ouvrière contre la guerre

A l'ordre du jour du prochain Congrès du Syndicat National des Instituteurs, figure l'importante question de l'action ouvrière contre la guerre. Pour en faciliter l'étude, le camarade Vivès a rédigé un plan remarquable, et déjà les sections se sont mises au travail. Nous publions ci-dessous les conclusions du rapport établi par notre ami Hagnauer, pour la section de la Seine.

Il reste à étudier l'action ouvrière contre la guerre. Nous la jugeons la seule efficace, en dernière analyse.

L'organisation syndicale est seule qualifiée pour la diriger. Elle seule peut provoquer un mouvement d'unité de classe. Elle seule peut justifier le parfait désintéressement de son action. C'est à elle qu'il appartient d'entraîner les masses non encore prolétarisées. (A propos de l'action sur les paysans, il est bon de noter l'influence que peuvent exercer nos camarades les instituteurs ruraux).

I. Organisation et propagande

A) SUR LE PLAN INTERNATIONAL, il convient:

1° D'abandonner toute délégation à la Société des Nations. On peut discuter sur le soutien que la classe ouvrière doit apporter aux initiatives heureuses de la S.D.N. Mais il importe que ses représentants laissent aux gouvernements capitalistes toute la responsabilité des décisions prises (1).

2° D'organiser les Secrétariats professionnels internationaux, en donnant à la Fédération Syndicale Internationale une structure double semblable à celle de la C.G.T., par centrales nationales et par professions.

3° D'organiser le plus fréquemment possible de vastes manifestations internationales, au cours desquelles on s'efforcera de créer un front unique syndical, en prenant toutes les précautions nécessaires.

B) SUR LE PLAN NATIONAL,

nous préconisons la création d'un Comité de Vigilance dont la C.G.T. sera *le centre*, avec tous les groupements se réclamant de la classe ouvrière, à l'exclusion de ceux qui ne donnent pas toutes garanties quant à la valeur de leur recrutement et qui ne s'engagent pas à respecter les décisions arrêtées en commun.

C) SUR LE PLAN DEPARTEMENTAL ET LOCAL

Il convient de ressusciter l'action à la base, de favoriser les initiatives, de les encourager même par la participation de propagandistes désignés par le Bureau confédéral et choisis hors de tout parti-pris de tendance.

La lutte contre la guerre (2) peut devenir le mot d'ordre de ralliement pour le groupement des syndiqués, hors des cloisonnements corporatifs.

C'est à l'organisation syndicale de base qu'il appartient de choisir les groupements avec lesquels elle juge possible de collaborer en toute confiance et avec efficacité.

D) MULTIPLICATION DES MOYENS DE PROPAGANDE

Sans insister, nous voulons énumérer ici certains moyens de propagande que l'on n'a jamais sérieusement utilisés:

1° *Des éditions très simples*, de vulgarisation élémentaire, vendues à des prix modiques (cf. avec les brochures syndicalistes d'avant-gulrre, et les Bonnes Feuilles de la Librairie du Travail).

2° *Des affiches illustrées.*

3° *L'éducation par le cinéma.* (Signalons à ce propos qu'un film comme *la Tragédie de la Mine* avait une très haute portée prolétarienne et humaine).

E) LE SOU DU SOLDAT

Il convient encore de faire revivre cette liaison permanente entre le syndicat et les syndiqués mobilisés.

II. Action directe préventive

Elle est difficile à préciser complètement. Les moyens sont multiples. Nous n'en rejetons aucun *a priori*. Leur application dépend de la force de nos organisations.

Nous ne répondrons même pas à la question tragique sur l'attitude des syndiqués, devant la mobilisation.

En effet, nous ne jugeons pas que l'on puisse déterminer d'avance, à froid, dans l'abstrait, les gestes nécessaires au moment du déchaînement. *La C.G.T. devra convoquer un congrès extraordinaire qui déterminera l'action à mener avant et après la mobilisation.* Si elle l'avait fait en 1914, peut-être n'aurions-nous pas eu à déplorer son abdication.

Nous n'entendons pas qu'il soit nécessaire d'être prudent. Nous ne voulons nous préoccuper que de l'efficacité d'une action. *Ses dangers, si grands soient-ils, seraient méprisables devant ceux que la guerre porterait avec elle.*

Nous préciserons simplement que ce n'est pas aux dernières heures que l'action peut avoir le plus de portée. C'est à ce moment au contraire, qu'elle est la plus difficile. Ce qui ne veut pas dire qu'elle est impossible.

(1) Notons sur ce point des réserves d'un certain nombre de camarades. Un vote devra donc intervenir sur ce point précis.

(2) La lutte contre la guerre et pour une politique de paix immédiate. A la C.G.T. de choisir des mots d'ordre qui parlent aux masses. Si l'on avait combattu le Traité de Versailles, Hitler n'aurait peut-être pas triomphé.

LE BOYCOTTAGE

— Faut-il préconiser le boycottage d'une nation belligérante ? Le moyen a déjà été employé (pour lutter contre la Terreur hongroise). Il doit être immédiat et rapide. En se prolongeant, il peut risquer de favoriser un capitalisme aux dépens d'un autre.

Nous ne voulons pas non plus entrer dans une nouvelle union sacrée, contre un « *ennemi* » étranger.

Ce n'est pas avec le baron de Rothschild et M. de Kérillis que nous voulons combattre Hitler, préserver les travailleurs juifs ou prévenir la guerre. « *Que chacun balaye devant sa porte !* » C'est chez nous, et même en nous qu'il faut pourchasser et exterminer le *racisme*.

LA GRÈVE GÉNÉRALE

Il nous apparaît que c'est là, quoi que l'on dise, le seul moyen efficace de lutte dans les derniers jours qui précéderont une nouvelle mobilisation. On a tendance aujourd'hui à la mépriser. « *C'est une formule commode de congrès sur laquelle on se repose et par laquelle on néglige l'action quotidienne de propagande contre la guerre* » dit une de nos camarades. Nous pensons, au contraire, que cette action quotidienne risque d'être du verbalisme sans portée, si la bourgeoisie dirigeante ne sent pas la menace suspendue sur le régime.

Les ouvriers allemands ont fait aussi de la propagande quotidienne, savamment réglée, contre Hitler. Mais on n'arrête pas la peste brune avec des incantations magiques. On n'arrêterait pas non plus la guerre qui vient.

Nous jugeons nécessaire au contraire de faire revivre une idée grandiose, qui n'est plus aujourd'hui une formule « mythique », qui a abouti, depuis la guerre, à des réalisations efficaces, telle la grande grève allemande de 1920 contre le putsch de von Kapp, telle la grève des Trade Unions de 1926, tels même les mouvements de 1919 et de 1920.

Mais *les Services Publics* ont ici une importance décisive. Il appartient aux militants de propager cette idée de grève générale, sans se laisser arrêter par les constatations paresseuses. Le 20 février, nous fûmes témoins d'un mouvement dont nul ne prévoyait l'ampleur et le succès. Ce fut peu de chose en comparaison de ce que serait une action contre la guerre. Raison de plus pour préparer à une éventualité redoutable ceux que nous avons déjà entraînés sur la voie du syndicalisme ouvrier. Qu'est-ce donc après tout que la grève générale, sinon la forme la plus haute de l'objection de conscience collective, et de la résistance passive ?

Les clercs effarouchés savent-ils que Maurice Barrès, aux temps de sa jeunesse anarchiste, fut un des premiers à affirmer sa confiance en ce moyen d'action ?

Nous ne jugeons pas utile d'insister ici sur la nécessité de la propagande et de l'organisation syndicales au sein des industries de guerre, ou des industries susceptibles d'être immédiatement transformées en industries de guerre, non plus que sur la formation de groupes de défense dans tous les syndicats confédérés, ce sont là des questions sur lesquelles il est inutile de discuter longuement, publiquement. Il suffit de les poser, et de résoudre sans bruit inutile les problèmes qu'elles soulèvent..

SI LA GUERRE ÉCLATE...

Et si la classe ouvrière ne peut empêcher le déchaînement du conflit, que doit-elle faire ?

D'abord maintenir coûte que coûte, par tous les moyens légaux ou extra-légaux, l'organisation nationale et internationale. C'est l'esprit de *Zimmerwald* qui devra animer la C.G.T. Elle dégagera ainsi sa responsabilité, elle conservera ses forces, elle gardera la confiance des éléments les plus ardents de l'avant et de l'arrière, elle s'efforcera de briser le cercle infernal que l'état de siège et la censure traceront autour d'elle. Elle se posera en héritière d'une classe dirigeante dont les crimes menaceront la civilisation tout entière.

UNE GRANDE LUTTE DES MÉTALLURGISTES PARISIENS

Comment sont rentrés les lock-outés de chez Citroën

A l'intérieur des usines la lutte se poursuit

J'écrivais à la fin de mon précédent article que lorsque paraîtrait la R. P. du 25 avril, la lutte des métallurgistes de chez Citroën serait sans doute entrée dans une phase décisive, ou, peut-être, même, terminée.

Malheureusement nos camarades n'ont pas arraché la victoire.

Comme dans tout mouvement de grève d'une telle envergure, nombreux sont les facteurs déterminants. Il n'y a pas seulement à lutter contre le patronat, mais il y a aussi à observer avec beaucoup d'attention la ligne politique de la grève pour éviter toutes les embûches. Parmi ces facteurs importants, on peut citer une grande partie de l'opinion publique, et aussi et surtout le gouvernement.

N'oublions pas que si la classe ouvrière est divisée, la bourgeoisie elle, malgré ses petits conflits d'intérêts et ses petites divergences de façade, ne l'est pas. Et, contrairement à ceux qui dans la classe ouvrière ne veulent voir dans les tentatives faites pour réaliser le front unique que tentatives de duperie, et qui le crient très fort afin de s'en convaincre eux-mêmes, la classe possédante — lorsque pour elle cela devient une question vitale — sait le réaliser promptement.

Au jour le jour

Bien que sans aucun doute les camarades qui lisent la R.P. aient suivi les péripéties de cette dure bataille dans les quotidiens ouvriers, il n'est peut-être pas inutile d'en ressouligner ici les traits les plus caractéristiques afin que nous puissions analyser, en tant que militants syndicalistes, les conditions dans lesquelles se mènent actuellement les conflits sociaux.

A la fin de la deuxième semaine d'avril, Citroën étant parti sur la Côte d'Azur, avait fait savoir au ministère du travail qu'il ne rentrerait à Paris que sur la demande expresse du ministre. Certes, Citroën voulait bluffer, en laissant supposer que son départ de Paris signifiait qu'il se désintéressait du mouvement... et qu'il pouvait laisser ses usines fermées aussi longtemps qu'il lui plairait. Combien était symbolique ce geste insolent d'un patron qui part en villégiature alors que ses ouvriers se battent pour leur croûte de pain !

Toutefois, le jeudi 13 avril, une délégation des ouvriers s'étant rendue au ministère du travail pour y réclamer l'ins-

cription des grévistes aux fonds de chômage — ceux-ci n'étant d'ailleurs pas des grévistes mais des lockoutés — comme par hasard, cette délégation se trouva nez à nez avec Citroën et son inséparable colonel Fontana. Tiens ! Tiens !... malgré son bluff, Citroën avait donc cru bon de rentrer à Paris; on peut même dire qu'il y était rentré un peu précipitamment.

Bien entendu, le ministre déclara aux camarades de la délégation que c'était par le plus pur des hasards que Citroën se trouvait dans son cabinet et qu'en l'occurence il s'en félicitait. Nos camarades déclarèrent qu'étant venus pour une question autre que la question des salaires, ils n'avaient pas de mandat pour discuter sur ce terrain avec Citroën, ce que voyant, le ministre insista pour que la délégation revînt le lendemain soir, pour une nouvelle entrevue dans son cabinet.

Première discussion

Le lendemain, nous nous rendîmes au ministère et nous nous trouvâmes en présence d'un Citroën quelque peu différent de celui que nous avions l'habitude de voir à la boîte. Pas arrogant, modeste, presque gentil, Citroën nous fit savoir que son plus cher désir était de rouvrir ses usines au plus tôt; que son cœur se fendait de savoir que peut-être des familles se trouvaient sans pain par ce douloureux conflit ; que n'eût été une impérieuse nécessité, il n'aurait jamais voulu diminuer les salaires de ses ouvriers. Par conséquent, si nous voulions être bien sages, comprendre ses difficultés, et faire un petit effort, il était prêt à rouvrir ses usines aux nouvelles conditions: c'est-à-dire avec la diminution.

Comme nous restions de glace, Citroën nous dit: « Ah certes! quand on est habitué à un train de vie, il est difficile de le changer ». Tu parles ! pour le train de vie... Puis, sur les adjurations du ministre, Citroën nous déclara vouloir faire un grand sacrifice. Il nous proposa l'établissement d'un plafond de 15 % qui ne serait pas dépassé, et une réduction d'un quart sur toutes les diminutions. C'est-à-dire que par ce système les diminutions au-dessus de 15 % étaient ramenées à 15, celles de 15 % à 11.25 %, celles de 12 % à 9 %, etc... Comme la moyenne des diminutions était de 15 %, on voit par là tout le bluff des « sacrifices » de « Dédé ».

Bien entendu, nous fîmes aux propositions de Citroën l'accueil qu'elles méritaient. Toutefois, conformément à l'attitude que la délégation avait toujours observée depuis le début du conflit, pour montrer notre ferme désir de voir la fin de cette grève, nous déclarâmes que nous soumettrions ces propositions au Comité central de grève et à l'assemblée générale des grévistes qui devait se tenir le lendemain matin.

Premières contre-propositions ouvrières

Comme les lecteurs de la R. P. l'ont appris par les quotidiens, c'est par des huées que les grévistes répondirent aux prétentions de Citroën; il fut décidé que le soir même la délégation retournerait au ministère porter la réponse des ouvriers. Il fut décidé aussi que, pour bien montrer à l'opinion publique et aux ouvriers de chez Citroën que le comité central de grève et la grande masse des ouvriers qui l'avaient élu voulaient sincèrement la fin de la bataille, il serait procédé à l'établissement de contre-propositions ouvrières.

Ces contre-propositions étaient nécessaires si l'on réfléchit que les concessions qu'avait semblé faire Citroën avaient surtout pour but de tromper les ouvriers en leur faisant croire qu'il était vraiment désireux de mettre fin à la grève, mais que par contre les dirigeants du mouvement faisaient preuve d'intransigeance.

On verra par la suite combien fut juste cette décision du comité central de grève d'avoir empêché Citroën de tirer argument de ses fausses concessions. On verra comment depuis quelques jours, en particulier depuis les incidents sanglants du jeudi 27, patronat, presse prostituée et gouvernement de larbins tentent de faire passer notre mouvement contre des diminutions de salaire pour une grève purement politique et révolutionnaire.

Nos contre-propositions, que je ne veux pas analyser ici dans leurs détails, portaient sur une diminution moyenne de vingt centimes de l'heure et faisaient réaliser à Citroën un bénéfice de 400.000 francs par mois.

Ces contre-propositions furent repoussées par Citroën avec approbation du ministre qui lui déclara « qu'il le blâmerait d'avoir déclenché un tel lock-out pour *un si petit résultat* ».

Nous nous retirâmes et, tard dans la nuit, Citroën annonçait à la presse qu'il ne rouvrirait pas ses portes mardi 18 avril mais que cette ouverture était reportée.

Provocations et politique de « gôche »

Je ne m'étendrai pas sur les incidents qui marquèrent les quelques jours qui suivirent les fêtes de Pâques. Ils furent analogues à tous ceux qui se produisent dans les grèves : forces de police considérables, charges, matraquages d'ouvriers, arrestations, etc; le mardi 18, on peut évaluer à plusieurs milliers le nombre des « bêtes à cornes » qui occupaient le pavé dans les rues du quinzième arrondissement. Je veux tout de suite venir à des événements plus graves.

Le jeudi 20, des manœuvres de grande envergure commencent à se dessiner.

Les agents de Citroën réussissent à réunir quelques dizaines d'inconscients qui envoient une délégation auprès de Fontana pour soi-disant lui dire que les ouvriers veulent travailler, et que *si les forces de police étaient plus énergiques* ils pourraient rentrer à l'usine sans crainte des coups que veulent leur donner les *éléments troubles* qui sont dans cette grève. Le soir même, le journal l'*Intransigeant* accrochait le grelot de la « terreur révolutionnaire ».

Toutefois, peut-être dans l'espoir d'une capitulation possible, nous fûmes appelés au ministère du travail pour une ultime entrevue avec le seigneur de Javel. Là chacun resta sur ses positions précédentes, et après une discussion inutile qui dura plus de deux heures, la délégation se retira, non sans faire remarquer au ministre que, fidèle à son attitude continuelle de bonne volonté, elle demanderait aux ouvriers s'ils jugeaient utile de changer quelque chose aux contre-propositions qui avaient déjà été soumises au cours d'une entrevue précédente.

Pressentant bien toutes les sales manœuvres qui allaient se dérouler, le comité central de grève décida d'élaborer de nouvelles propositions ouvrières. Bien lui en prit! On verra pourquoi.

Vendredi matin, alors que le comité central de grève était en réunion, le colonel Fontana nous informa par téléphone que Citroën voulait recevoir de suite une délégation d'une dizaine de camarades pour une communication importante. Aussitôt un groupe de copains se rendirent quai de Javel pour voir de quoi il s'agissait.

Citroën reçut la délégation et lui tint à peu près ce langage:

« Convaincu qu'un grand nombre de mes ouvriers sont désireux de reprendre le travail, j'ai décidé la réouverture de mes usines pour lundi matin. Je rouvre sur la base des dernières propositions que je vous ai faites ; c'est-à-dire que je rouvre sur la base du plafond de 15 % avec réduction d'un quart sur toutes les diminutions. D'autre part, je me réerve d'examiner tous les cas particuliers qui me seront soumis après la reprise du travail.

» Pensant agir au mieux des intérêts de mes ouvriers, j'ai demandé au gouvernement de faire le nécessaire pour que la liberté du travail soit respectée, pour éviter que des violences soient exercées ».

L'après-midi, le comité de grève fut informé de cette décision insolite de Citroën. Décision qui, si l'on rapproche certains faits, revêtait le caractère d'une véritable provocation. Quel avait été le rôle du gouvernement dans cette nouvelle attitude de Citroën? Il faut souligner ici que, la veille au soir, Citroën nous avait déclaré qu'il ne rouvrirait pas ses portes tant qu'un accord n'interviendrait pas entre lui et le comité central de grève.

Il est évident que la chute du dollar dont la nouvelle venait de parvenir en Europe, n'avait pas été sans influencer Citroën. Celui-ci, en effet, nous avait déclaré lui-même qu'il ne voyait pas très bien comment il pourrait « tenir le coup » devant ses concurrents américains, si ces derniers parvenaient encore à diminuer leurs prix de vente. Mais il est non moins évident que le gouvernement qui voulait à tout prix voir cette grève liquidée pour le 1er Mai, n'avait pas été sans faire pression sur Citroën pour qu'il rouvre ses portes le plus vite possible; l'assurant au surplus de tout son appui aussi bien de sa presse que de ses forces de coercition.

Comme les camarades pourront s'en rendre compte, devant quelles menaces, et devant quelle tâche considérable allaient se trouver les militants ayant la responsabilité du mouvement! La moindre faute, la plus petite erreur de tactique pouvaient avoir des conséquences désastreuses.

C'est dans ces conditions qu'allait se décider la présentation de nouvelles propositions ouvrières qui, pour un temps seulement, hélas! ont démoli les plans de Citroën et de son complice le gouvernement de gauche.

Contre-manœuvres ouvrières

Ayant constaté que la présentation des premières contre-propositions ouvrières avait servi à regrouper autour de nous beaucoup d'ouvriers hésitants, et que, d'autre part, il n'était pas négligeable de nous attirer la sympathie de tous les ouvriers parisiens et d'une grande partie de l'opinion publique, nous décidâmes d'élaborer de nouvelles propositions qui furent soumises à l'ensemble des grévistes et portées le soir même au ministère.

Bien entendu, nous en profitâmes pour faire ressortir au ministre tout ce qu'il y avait de provocant dans l'attitude de Citroën. De même, des camarades dénoncèrent la canaillerie de la campagne de presse qui s'amorçait et qui tendait à transformer notre mouvement de lutte contre une diminution de salaires en grève politique révolutionnaire. La délégation informa le ministre que l'opinion publique serait saisie par la presse ouvrière et par affiches des nouvelles concessions que les ouvriers, en lutte pour leur morceau de pain, faisaient pour mettre fin à ce douloureux conflit. La délégation demanda au ministre si le gouvernement était prêt à prendre ses responsabilités dans les incidents violents que ne manqueraient pas de susciter les forces policières dont on menaçait les ouvriers pour le lundi 24.

Le ministre se montra démagogue à souhait, nous disant que ce n'était pas sa faute si Citroën rouvrait ses portes, que nos nouvelles propositions étaient de réelles concessions dignes d'être prises en considération, mais... que nous les apportions trop tard, que la police ne serait pas brutale et que le gouvernement ferait son devoir, mais rien de plus.

On se rendra compte de la valeur de tout ce verbiage quand on saura que le matin même, le policier Guichard avait déclaré à une délégation qui était venue le trouver pour la manifestation projetée à Vincennes que « jusqu'à présent la police avait été trop tolérante dans la grève Citroën mais que maintenant *cela allait changer* ».

D'autre part, de nombreux chômeurs furent convoqués à leur lieu de pointage le samedi matin, et furent avisés d'avoir à se rendre à l'embauche chez Citroën le lundi suivant sous peine de radiation du chômage. Voilà ce que le ministre appelait «faire son devoir et rien de plus».

Dans la nuit et dans la journée de dimanche, des centaines d'affiches étaient apposées par le comité de grève faisant connaître l'attitude de l'affameur Citroën et de son complice le Gouvernement Daladier. Ces affiches portaient, de plus, à la connaissance du public, nos dernières propositions qui étaient les suivantes:

1° Aucune diminution sur les salaires égaux ou au-dessous de 5 fr. 50; diminution de 3.50 à 4 % selon les catégories sur les salaires globaux supérieurs à 5 fr. 50.

2° Signature d'un contrat collectif d'une durée de six mois garantissant ces nouveaux salaires.

3° Aucun licenciement pour faits de grève.

4° Reconnaissance de délégués ouvriers élus par leurs camarades de travail.

Ces nouvelles propositions entraînaient pour les ouvriers une perte de salaire d'un million par mois.

Je tiens à insister particulièrement sur ces dernières propositions, car il est trop facile, lorsque *l'on ne veut pas prendre de responsabilités* — à l'instar, — de dire — et certains le disent déjà — que ces propositions revêtaient un caractère de dégonflage. Lorsque l'on se trouve en face de manœuvres aussi insidieuses que celles devant lesquelles nous nous sommes trouvés, on est bien obligé aussi de manœuvrer. C'est une nécessité en temps de guerre, et une grève c'est une guerre comme une autre, surtout dans la période où nous nous trouvons.

Défaite ou demi-victoire ?..

A partir du lundi 24 avril, les choses allèrent très vite.

Citroën ayant, de son côté, fait apposer une affiche sur tous les murs du XVe, dans laquelle il déclarait rouvrir à des conditions meilleures que celles qui avaient été précédemment annoncées, réussit à troubler quelques grévistes. De plus, cette affiche contenait une foule de promesses que, bien entendu, Citroën n'avait pas l'intention de tenir, mais qui malheureusement influencèrent une bonne partie des grévistes.

Aussi, à partir de ce moment, vit-on des rentrées qui, par la suite, allèrent *crescendo*. Il faut dire aussi qu'au cours de cette semaine du 24 au 30 avril, tout fut mis en œuvre par les pouvoirs publics pour aider Citroën à briser le bloc des grévistes. C'est au cours de cette semaine que l'on assista aux pires violences de la police. On commença aussi à refuser, dans les mairies, les allocations de chômage sous prétexte que la maison Citroën avait rouvert ses portes.

Le jeudi 27, la police déchire les affiches du comité de grève; sans doute en vertu de la loi sur le droit syndical et le droit de grève?... Dans l'après-midi, de nombreux ouvriers sont blessés au cours de plusieurs charges. Puis, les voyous à Chiappe pénètrent à l'intérieur de l'usine, revolver au poing et arrêtent quelques ouvriers qui voulaient faire débrayer leurs camarades. Ces ouvriers sont envoyés au dépôt sous l'inculpation d'entrave à la liberté du travail, de violence et bris de matériel servant à la construction. Ce dernier délit pouvant entraîner une peine de deux à cinq ans de prison. Voilà le beau travail d'un gouvernement soutenu par le parti socialiste!

Le lendemain matin, il n'y a plus moyen de circuler dans les rues autour des usines, sans courir le risque d'être assommé par les flics. Je vois un homme qui veut prendre la rue des Cévennes car il travaille chez Hachette et il le dit aux bourriques qui barrent la rue. Comme il ne part pas assez vite au gré des « gardiens de la paix », ceux-ci le rejettent dans la rue Balard à grand renfort de coups de poing et de pied. Je pourrais citer de nombreux autres cas de gens sortant de chez eux et assommés par les flics sans savoir pourquoi.

La vérité, c'est que cette action concertée des pouvoirs publics et du patronat devait fatalement mordre sur la volonté de lutte des ouvriers. Il y a à la base de cette désagrégation du mouvement, il faut bien le dire aussi, des causes fondamentales sur lesquelles il faudra que chacun des militants apporte son point de vue. Nous devons nous attendre dans les temps qui vont venir à de nouvelles batailles ouvrières de plus en plus dures. C'est le rôle d'une revue comme la R.P. d'apporter les suggestions ou les critiques justes, susceptibles d'aider les militants syndicalistes que nous sommes dans leurs tâches de chaque jour.

Hier, mercredi 3 mai, le comité central de grève, devant ce changement du rapport des forces, a décidé de demander aux ouvriers qui étaient encore dehors, de rentrer aux usines, et de continuer à l'intérieur la lutte sur la base des propositions ouvrières.

Ce n'est pas sans une profonde amertume que les orateurs qui se sont succédé à la tribune ont fait l'effort nécessaire pour faire admettre aux ouvriers qu'ils devaient rentrer en bloc l'après-midi.

Il faut enregistrer, toutefois, que, bien qu'on aurait désiré évidemment une victoire plus complète, Citroën a dû néanmoins capituler sur certains points devant la résistance de ses exploités. Il faut remarquer surtout que ce n'est pas de front, mais grâce à toute une série de manœuvres, qu'il a réussi momentanément à éteindre le feu de la révolte qui ne tardera pas, nous l'espérons, à se rallumer.

Georges ALHOMME
du Livre-Papier unitaire.

Ce qu'ont voté les élus socialistes

M. LAMOUREUX, ministre du budget. — **Je ne crois pas qu'elle (la commission de revision des indemnités des fonctionnaires) puisse achever ce dernier travail (la revision) dans le court délai qui lui a été imparti, qui expire au 1er juin prochain ; mais j'indique tout de suite à l'honorable M. Desjardins et au Sénat que si, au premier juin, ses propositions ne me sont pas parvenues, je ferai,** COMME LA LOI DU 28 FÉVRIER M'EN DONNE LE DROIT, **jouer automatiquement la réduction de 10 % qui a été prévue sur l'ensemble des indemnités. Je demanderai à ce moment aux deux assemblées de proroger par un texte nouveau le délai imparti à la commission pour la revision des indemnités, afin qu'elle ait la possibilité de proposer au Gouvernement la totalité des réductions qu'elle estimerait désirables.**

Journal officiel, page 810.
Séance du Sénat du 5 mai 1933.

DERNIERS ECHOS DU 1er MAI

La police contre le front unique

A Bordeaux la police socialiste

Je tiens à signaler aux lecteurs de la *R. P.* — sans commentaires — les incidents scandaleux qui ont marqué le 1er mai à Bordeaux. Quelle que soit l'opinion qu'on peut avoir sur le front unique, et l'estime que méritent les dirigeants de la C.G.T.U., on restera indigné devant la division semée à plaisir dans les rangs ouvriers. Voici les faits:

Le 26 mars, à un grand meeting organisé à Bordeaux par la C.G.T., la parole était accordée au secrétaire de l'U.R. unitaire qui, aux applaudissements de l'assemblée, proposa en quelques mots une manifestation unique pour le premier mai.

Un mois après, l'U.D. confédérée refusait ce « front unique » de vingt-quatre heures. Le jour même, pour protester contre les menées anti-juives de Hitler, le secrétaire de l'U.D. confédérée, Vielle (instituteur), participait à une grande réunion aux côtés des représentants du parti S.F.I.O., du parti radical; de Odin, sénateur réactionnaire; du délégué de l'archevêché, et de Maître Vital-Mareille, porte-paroles de la ligue des contribuables et insulteur professionnel des instituteurs!

Pour la manifestation du premier mai, la police bordelaise s'opposa à la concentration des unitaires sur la même place que les confédérés. Les travailleurs unitaires étaient parqués à 300 mètres plus loin et un « cordon sanitaire » de flics devait empêcher tout contact. Cependant le commissaire central avait, le 30 avril, autorisé une délégation de quinze unitaires (dont je faisais partie) à se rendre au lieu de rassemblement des confédérés pour proposer amicalement une dernière fois un cortège commun.

Le 1er mai, à 14 heures, le commissaire central vint nous trouver pour nous annoncer que « *par ordre du maire* — Marquet, le socialiste bien connu — *la délégation n'était plus autorisée à franchir les barrages, sinon la police avait ordre de charger* ».

Un maire socialiste et sa police créant la division entre les ouvriers, des chefs syndicalistes se plaçant sous la « protection morale » de la police, acceptant que la police écarte les « impurs » du cortège « officiel ». Il faut venir à Bordeaux pour assister en 1933 — 27 ans après 1906, ô Jouhaux ! — à un tel spectacle.

Et dire que nous sommes quelques illuminés pour lutter en faveur de l'indépendance du syndicalisme à l'égard des gouvernements et des partis ! Nous avions oublié... à l'égard des municipalités socialistes et de leur police.

J. BARRUÉ.

A Alger la police de Chautemps

A Alger, le 1er mai, sans être un jour de combat, a cependant été témoin d'une certaine effervescence. Jeunesses socialistes et Jeunesses communistes faisant un meeting commun, le gouvernement a voulu agir vigoureusement et briser dans l'œuf cette action commune: arrestation des militants connus et brutalités policières contre les manifestants. Le camarade Crespo notamment, secrétaire du syndicat unitaire des Métaux, a été coffré dès le matin et relâché seulement le soir à 9 heures, après qu'avaient pris fin toutes les réunions.

J. L.

DANS L'ENSEIGNEMENT

La démission de Vaudeschamps

Le camarade Vaudeschamps, ancien secrétaire adjoint de la Fédération de l'Enseignement (en 19-21), vient de démissionner du syndicat unitaire du Maine-et-Loire auquel il appartenait depuis 25 ans, car, dit-il, « il ne peut contresigner certaines responsabilités telles que la ruine de l'*Ecole Emancipée* et le fait de n'avoir pas suivi le Syndicat National dans son geste du 20 février (grève d'une demi-heure) ».

Nous publions ci-dessous la conclusion de sa lettre de démission, en rappelant que la *R. P.*, fidèle à sa résolution d'être le lien entre tous les syndicalistes révolutionnaires, à quelqu'organisation qu'ils appartiennent, accueillerait pareillement tout document en faveur du maintien à la C.G.T.U.

...J'aurais voulu éviter à notre Syndicat d'être un groupement de tendance. Il reste avant tout un « parti syndical ». Dès lors, sa vie me paraît incomplète car ce qui est délibéré dans son sein ne s'infiltre pas dans la masse corporative qui, parallèlement, élabore elle-même les modalités de son action. Les salariés de l'Enseignement attendent-ils vos mots d'ordre? S'ils en désirent l'exécution, vous êtes coupables de ne pas être au milieu du Syndicat National. Et parce que vous n'êtes pas indissolublement liés avec le gros des troupes, il ne restera de votre vaine agitation que du vent... L'action sera celle de la majorité du personnel ou ne sera pas. Le syndicalisme est ce que vous pensez, mais ses luttes supposent de solides retranchements, une armée d'hommes virils et une grande discipline. Créé pour faire aboutir des revendications quotidiennes, il sait, dans cette action même, s'élever vers les sommets révolutionnaires. Il prétend, à l'aide des travailleurs, mais non pas en dehors d'eux, fonder la société du travail.

C'est ce qu'oublie, ambitieuse de vous imiter, une Centrale « Unitaire » de plus en plus abandonnée des travailleurs et devenue inconsidérément l'adversaire irréductible de la véritable Unité.

... Camarades, nous nous sommes trompés, il y a bientôt quinze ans, quand nous avons cru qu'à la faveur d'un courant lancé des pentes de l'Oural, le prolétariat tomberait entre nos mains. Nous nous sommes trompés, non pas d'idéal, mais dans l'appréciation des sentiments des travailleurs, décidés dans leur majorité à l'organisation méthodique, plus qu'à la prise immédiate du pouvoir. Je veux dire que le prolétariat n'a pas justifié l'espoir immense que nous mettions en lui. A quoi bon se le dissimuler? Il a perdu une bataille. Depuis quinze ans, il recule. Mais comme il ne peut être vaincu, il se relèvera et se relancera vers sa conquête.

Présentement, il doit se ressaisir, faire la synthèse des courants d'idées qui l'animent, les rebrasser dans le même pétrin, rejeter les hérésies, confondre les sectes et procéder à l'élaboration des principes fondamentaux de l'organisation syndicale de classe.

L'âme prolétarienne en sera réveillée. A la place de l'idée de secte, les travailleurs connaîtront les sentiments de classe; à la place de la ruine morale qui menace de nous submerger tous, l'enthousiasme généreux et créateur qui, tous, nous entraînera.

En cela du moins, j'ai foi. L'idée du prolétariat indivisible et révolutionnaire est trop noble pour n'être pas, dans le chaos actuel, le soleil qui se lève. Et les instituteurs, même appartenant au Syndicat National, ne seront pas les derniers à servir sous son drapeau.

A TRAVERS NOTRE COURRIER

Socialistes et action syndicale.

(SUITE)

«... Un de vos correspondants signale que des instituteurs socialistes ont fait les « jaunes » le 20 février. Moi, je veux vous indiquer une variété de socialistes dans le même ordre d'idées, mais pire encore. Il s'agit d'un citoyen qui se classe à l'extrême-gauche du parti socialiste, collabore à l'*Etincelle* de Maurin et a défendu avant le congrès d'Avignon la motion de l'*Action socialiste* de Mallartre. Eh bien, c'est un bonhomme qui est *radié* de son syndicat corporatif pour attitude antisyndicale car il fait, chaque jour, une journée et demie de travail, une journée dans une place, une demi-journée dans une autre, alors qu'il y a des chômeurs dans le métier. Beau socialiste, n'est-ce pas ? Pour ne pas le nommer, il s'appelle Fogel et il est membre de la Section socialiste de Stains... »

Communistes et action syndicale.

« A Saint-Denis, Doriot *regnante*, le communisme sait pratiquer avec art l'opportunisme municipal. On y fait des braderies sous la présidence de M. le député-maire; M. le député-maire honore de sa présence, en compagnie de bourgeois notoires, la distribution des récompenses de l'Enseignement technique; M. le député-maire obtient une majorité au sein du conseil municipal « pur » pour mettre en berne le drapeau de la mairie lors de l'assassinat de Doumer, etc., etc... Et je viens d'apprendre — ceci complétant cela — que la femme d'un conseiller municipal, communiste orthodoxe, un nommé Vitrocq, a fait la « jaune » pendant la grève Citroën, usine de Saint-Ouen. En pleine grève, le 27 avril, elle est allée se faire embaucher chez Citroën. Son mari étant gazier, le ménage ne peut même pas invoquer les circonstances atténuantes du besoin. C'est du propre ! »

Le bilan 1932 de la caisse « Travail » de la Seine.

« Je viens de recevoir le bilan 1932 de la caisse « Travail » de Seine et Seine-et-Oise. Au 31 décembre 1932, la caisse dépassait 20.000 membres, ce qui n'est pas énorme pour une région aussi industrielle que la région parisienne. Pour les deux exercices, elle a réalisé sur le compte prestations un bénéfice de 1 million 668.000 francs. Ses recettes risque maladie se sont élevées pour 1932 à 3 millions 160.000 francs alors que ses dépenses au même titre n'ont été que de 1 million 160.000. Le pourcentage des dépenses par rapport aux recettes est de 63,20 pour le risque, ce qui me semble établir de façon évidente qu'il n'y a pas de fraude sur la maladie, et c'est très bien. Par contre, les frais de gestion sont en déficit de 119.000 francs pour les deux exercices, 337.000 de dépenses pour 218.000 de recettes (les dépenses comprennent l'amortissement des frais de premier établissement). Aussi propose-t-on à l'assemblée du 25 juin un vœu tendant à voir porter de 3,50 à 5 le pourcentage des remises de gestion. Il faut ajouter que l'organisation de la caisse semble parfaite à tous ceux qui y ont eu recours. Je ne peux m'empêcher de penser qu'il y a là une réalisation intéressante au point de vue syndicaliste. »

162 millions pour les décorés.

« Savez-vous ce que coûtent au budget de l'Etat les « traitements » des médaillés militaires et des membres de la Légion d'honneur ? 162 millions par an ! De 95.000 en 1925, le nombre des membres *avec traitement* de la Légion d'honneur est passé à 114.000 en 1932... ».

LETTRE DE LA QUINZAINE

Paris, le 18 mai.

Je ne regrette pas d'être en retard d'un jour pour mon bavardage de quinzaine. Ainsi j'ai pu lire dans l'Humanité *de ce matin un tableau assez impressionnant de la situation chez Citroën après la reprise du travail:*

« Les licenciés sont dehors malgré les promesses. Et la Chambre syndicale patronale, solidaire de M. Citroën, veut mettre ces courageux travailleurs à l'index. Des municipalités refusent même de les inscrire au fonds de chômage... Les emprisonnés attendent toujours de passer en jugement. Là encore, il dépend de l'action ouvrière que nos camarades soient rendus à leur famille. Enfin, les allocations familiales ne sont pas payées et les contre-propositions ne sont pas acceptées... »

Voilà qui nous change, n'est-ce pas ?, des affirmations claironnantes qui ont accompagné, dans la même Humanité, *la décision de reprise du travail. Notez que je ne veux pas ici rendre la seule* Humanité *responsable de cette différence de ton à 15 jours d'intervalle. C'est une habitude dans le mouvement ouvrier de ne jamais reconnaître les échecs. Un mouvement réussit: c'est une victoire. Il ne réussit pas: c'est une victoire tout de même !*

Eh ! bien, je ne marche pas. Et puisque notre camarade Alhomme, qui a vécu toute la bataille de chez Citroën en combattant courageux, nous invite dans l'article que vous trouverez dans ce numéro — article écrit au lendemain de la reprise du travail, mais que nous n'avons pu publier plus tôt — à donner notre opinion, je vous donne carrément la mienne.

Quand on a rompu les pourparlers parce qu'on n'acceptait pas les propositions patronales, et que, quinze jours après, l'on décide la reprise du travail alors que les propositions patronales n'ont pas changé, je ne connais qu'un mot dans la langue française pour appeler ça: un échec.

Il faut avoir le courage de reconnaître ses échecs et

d'en finir avec la phraséologie puérile qui accompagne la conclusion malheureuse d'un mouvement. Il faut examiner les causes de l'échec en toute impartialité, sans le souci d'innocenter les responsables, ni de trouver, coûte que coûte, quelque bouc émissaire.

Vous rappelez-vous le temps où il ne pouvait se dérouler une grève de 25 poilus sans que la C.G.T.U. dirigée par le parti communiste procédât à « l'autocritique du mouvement » ? On créa, à la C.G.T.U., une commission spéciale pour cette besogne spéciale. Or nous n'avons pas encore entendu parler de « l'autocritique » du mouvement de chez Citroën. Est-ce un oubli?

Il y aurait pourtant fort à faire, en matière d'autocritique !

N'étant pas de la corporation, je ne m'accorde que le droit de faire quelques remarques.

Le mouvement de chez Citroën portait sa principale faiblesse en lui-même. Ce fut un mouvement d'inorganisés. *Il fut dirigé, non par le Syndicat unitaire des Métaux tout seul, mais par un Comité central de grève où les inorganisés étaient la majorité. Or, si les inorganisés doivent peut-être à leur qualité d'inorganisés d'avoir une flamme plus chaude, plus vivace, au début d'un mouvement, ils manquent de l'expérience, du sens de classe et de la ténacité que seule procure une activité soutenue dans l'organisation corporative.*

Pour avoir considéré la Bourse du Travail comme un endroit qu'on ne fréquente que lorsqu'on se met en grève, les travailleurs de chez Citroën portent la responsabilité initiale de leur échec.

Mouvement spontané, déclenché dans des conditions telles qu'on a pu un moment penser que la fermeture des usines était l'objectif patronal, le mouvement de chez Citroën était à la merci de la première vague de découragement dans la masse des ouvriers — et ce en période de chômage, ne l'oublions pas !

Il fut marqué par un fait en vérité extraordinaire si l'on se rapporte aux déclarations antérieures des militants communistes, soit de ceux qui sont placés à la direction du Syndicat des Métaux, soit de ceux qui régentent l'ensemble du mouvement syndical unitaire. Rappelez-vous leurs critiques véhémentes contre les dirigeants de syndicats qui, confédérés ou minoritaires, ou même majoritaires dans la C.G.T.U., comme à Armentières, ont accepté de terminer un mouvement sur une « diminution diminuée » et ont quelquefois préféré négocier la « diminution de la diminution » avant toute cessation du travail. Des exemples précis sont sur toutes les lèvres. Et, tenez, à l'occasion du mouvement des fonctionnaires, les dirigeants communistes n'ont pas manqué de cribler de flèches les élus socialistes qui, ayant voté l'article 83, acceptèrent le principe de la diminution des traitements.

Or, dans le mouvement Citroën, le Comité central de grève, sous l'égide du Syndicat unitaire des Métaux, accepta, dès le début des pourparlers, le principe de la diminution des salaires. Aux prétentions de diminution exposées par Citroën, il opposa, une première fois, puis une seconde fois, des propositions de diminution, diminution moins forte, c'est entendu, mais diminution tout de même. En dernière analyse, le Comité central de grève, sous l'égide du Syndicat unitaire des Métaux, proposa une diminution de salaires atteignant un million par mois.

Si c'étaient des chefs confédérés ou minoritaires qui eussent fait ce geste, qu'est-ce que nous aurions entendu, nom de Dieu !

— Ce sont les inorganisés qui nous ont imposé cette attitude, m'a dit un camarade. Ils venaient au Comité central de grève avec le Petit idiot *dans leur poche et demandaient que, surtout, l'on ne fasse pas figure d'intransigeants, afin de ne pas se mettre l'opinion publique à dos.*

Possible que ce soient les inorganisés. Possible aussi que ç'ait été la bonne tactique. (C'est aux syndiqués métallurgistes eux-mêmes de juger). Mais, alors, que les dirigeants communistes nous foutent la paix avec leurs rodomontades !

Ce fut pour le moins une rodomontade bien inutile — soulignons-le en passant — que celle du citoyen Frachon, secrétaire de la C.G.T.U., écrivant, dans l'Humanité *du mardi* 25 *avril:* « Hier, pour la deuxième fois, les métallurgistes de Citroën ont transformé le lock-out en grève ». *Je fais appel à tous les militants ayant quelque expérience: c'est à leur qualité de* lock-outés *que les combattants de chez Citroën devaient d'être inscrits aux fonds de chômage et de toucher les allocations de chômeurs; que pensez-vous d'un monsieur qui, dans la presse ouvrière, fait le bravache et proclame que ce ne sont plus des* lock-outés *mais des grévistes ? Moi, je pense, et je l'écris, que le citoyen Frachon a fait* directement *le jeu du gouvernement et du patronat. C'est en effet immédiatement après son article de* l'Humanité *que l'on commença à radier des fonds de chômage les ouvriers de chez Citroën.*

Il est des rodomontades qui frisent la provocation.

Avant d'être mis en échec dans les faits par les rentrées, de jour en jour plus nombreuses, d'ouvriers découragés et trompés, le mouvement de chez Citroën était en échec sur le principe. *Alors que le syndicalisme révolutionnaire ne peut pas consentir à un abaissement du niveau de vie des ouvriers, ce furent les ouvriers qui proposèrent eux-mêmes une diminution de leurs salaires. Quelle dérision !*

Contre-manœuvre ? Evidemment, il faut bien avaler la couleuvre, mais notre camarade Alhomme jugera certainement avec moi — avec quelques semaines de recul — qu'elle est bougrement difficile à avaler. Il est vrai que nous ne sommes pas — et moins que jamais — dans une période de « radicalisation » des masses et que nous n'avons peut-être pas le droit de faire les difficiles.

S'il était au moins sorti de cette grande lutte des métallurgistes de chez Citroën une organisation syndicale forte, si à la faveur du conflit, l'esprit d'organisation avait pénétré et progressé parmi ces 20.000 *exploités, je pourrais au moins conclure en atténuant l'importance de l'échec essuyé, car il serait possible d'envisager la préparation de la revanche. Mais, hélas! il n'apparaît pas que les lock-outés d'hier aient compris la grande, l'essentielle raison de leur échec:* l'inorganisation.

M. CHAMBELLAND.

200 camarades nous recrutant chacun UN abonné nouveau et nous sommes aux **1.500!**

EN PASSANT...

Vous n'êtes pas entendus...

Dans la *Tribune des fonctionnaires* du 6 mai, le camarade Vitalis écrit, à propos des commentaires de Chambelland sur le mouvement des fonctionnaires:

Nous sommes surtout étonnés d'être requis, en toute cordialité d'ailleurs, de démonter un budget.

Mais nous ne faisons que cela, Chambelland, depuis toujours !

Nous avons, au cours de notre campagne d'action syndicaliste, ausculté le budget, décortiqué les adroits aménagements de crédit et mis à nu la réalité budgétaire et réparti avec exactitude les masses budgétaires dans les quatre grands postes suivants: dette, guerre, dépenses de matériel, dépenses d'administration.

Pour donner la publicité nécessaire à ces choses, nous avons remis à nos militants une série de brochures de documentation, tiré un petit opuscule résumant toutes nos idées et lancé 6 numéros d'un journal « Syndicalisme » que nous avons tiré à 500.000 exemplaires.

Dans 8 à 900 réunions, nous avons montré le néant de la réforme administrative de M. Poincaré: création de dépenses supplémentaires (préfets et sous-préfets en surnombre, réouverture et parfois même reconstruction de prisons démolies).

Nous ne nions pas votre effort, mon cher Vitalis. Mais il nous est permis de dire qu'il a encore peu de portée sur le prolétariat de l'industrie privée, lequel ne gobe pas les fonctionnaires, il s'en faut! Vous n'êtes pas entendus dans les ateliers. Or ce n'est pas entre vous qu'il faut dénoncer les scandales du budget. C'est auprès des prolétaires à 20 francs par jour, et même moins!

Droit de fraction ?

Dans l'*Ecole Emancipée*, du 14 mai, le camarade Serret précise comment les militants de la Fédération de l'Enseignement conçoivent la reconstitution de l'unité:

C'est par le Congrès de fusion de toutes les centrales existantes sur les trois bases suivantes: Reconnaissance et pratique de la lutte des classes, démocratie syndicale, liberté d'opinion et droit de fraction, *que peut et doit se réaliser l'unité du mouvement syndical en France et dans le monde.*

L'expérience de dix années n'enseigne-t-elle pas que du moment où l'on fait une fraction dans un syndicat, on y introduit un germe redoutable de division?

Front unique et front unique.

La Commission administrative de la C.G.T., réunie le 16 mai, n'a nullement renseigné les syndiqués sur l'entrevue Jouhaux-Daladier du 20 avril.

Par contre, elle s'est préoccupée du « danger du front unique ».

Jouhaux peut aller voir le président du Conseil, mais un syndicat confédéré n'a pas le droit de tenir un meeting en commun avec le syndicat unitaire qui lui fait face!

NOTES AU JOUR LE JOUR

— Un hitlérien notoire, nommé Sitzler, conseiller au ministère du travail du Reich, a été embauché par le *Bureau International du Travail* comme chef de division. Qu'en pensent les militants de la C.G.T. qui se font les fidèles soutiens du B.I.T.?

— Le procès de Genève a commencé. Nous en reparlerons. Mais nous ne laisserons pas le citoyen P. L. Darnar jeter la division en plein procès, dans l'*Humanité*, sans lui rappeler que le principal responsable des massacres, Frédéric Martin, fut élu, tout dernièrement, conseiller d'Etat grâce à la tactique communiste. C'est une vérité d'évidence, M. le professeur!

A travers les Livres

Léon Trotsky : HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE (Rieder).

Nous n'avions pu lire la *Révolution Permanente* sans un effort réel et prolongé tant le plan en était farci de scholastique.

L'Histoire de la Révolution Russe échappe entièrement à ces critiques; c'est une œuvre, non pas facile évidemment, mais aisée, charpentée, équilibrée, clairement écrite et où l'on rencontre souvent de ces formules vives qui sont une marque du style de Trostky.

Le livre débute par quelques pages sur les particularités du développement de la vieille Russie. Peuple arriéré, avait-on l'habitude de dire. Trostky souscrit à ce jugement mais il le corrige en notant qu'une civilisation arriérée sera contrainte à avancer par bonds, en brûlant des étapes — en amalgamant souvent les formes archaïques avec les formes les plus modernes. C'est ainsi que l'industrie russe était plus concentrée que celle des nations de vieille industrie et que la Russie verra arriver l'heure de la Révolution bourgeoise démocratique en étant presque dépourvue de petite et moyenne bourgeoisie et en étant, au contraire, pourvue d'un prolétariat rassemblé, aguerri et ayant déjà conçu son organisme de lutte : les Soviets.

La participation de cette Russie à la guerre avait un caractère mal défini, intermédiaire entre la participation de la France et celle de la Chine qui elle était, en réalité, intervenue comme « *une esclave dans une rixe entre maîtres* », et dès le début de la guerre l'ère des catastrophes est ouverte, car le niveau culturel du peuple russe ne correspond point à celui de la technique militaire. Les généraux s'entendaient surtout à se procurer de la chair à canon et « *on économisa beaucoup plus sur le bœuf et le porc* ».

Aussi la décomposition de l'armée russe est-elle rapide et d'abord, en quelque sorte, spontanée.

Tout de suite apparaissent donc les deux facteurs positifs de la Révolution : un prolétariat ardent — une armée démoralisée.

En face, un pouvoir ébranlé : tsar vacillant, tsarine soumise à *l'ami* Raspoutine. Tête de la résistance si visiblement insuffisante que l'entourage s'inquiète, pense à une Révolution de Palais, hésite — et se borne à abattre l'ami Raspoutine.

La Douma, qui exprime essentiellement la Bourgeoisie, a peur de la Révolution prolétarienne ; elle se cramponne au tsarisme en lui demandant un gouvernement responsable que le tsar accordera — comme de coutume — lorsqu'il sera trop tard.

Le drame révolutionnaire s'engage le 23 février 1917, sans que personne prévoit qu'on est en face de journées historiques. On pensait célébrer la *Journée Internationale des femmes* selon les rites habituels : meetings, discours, tracts... L'organisation bolchevique de Vyborg déconseillait toute grève « *le parti n'étant pas encore assez fort et la liaison entre ouvriers et soldats étant insuffisante* ». Mais les textiles quittent le travail et demandent leur soutien aux métallos. C'est à *contre-cœur* que les bolchevicks marchent, mais le mouvement est déclenché.

Trostky ne s'attache point à narrer les événements par le menu, mais à en déceler le dynamisme et, en particulier, à montrer comment les foules et la troupe se font face dans la rue, comment le mouvement se transmet des ouvriers aux soldats, de l'usine à la caserne.

Le sort de la Révolution, de toute Révolution, est entre les mains de l'armée. Une armée de réservistes est plus près d'elle qu'une armée d'active et surtout qu'une armée de métier. Mais si par dessus le marché cette armée en a assez de se battre, si elle sent que le prolétariat a engagé une lutte à mort, si elle a l'espoir de triompher, elle passera à la Révolution.

Quand, à la lumière de ce récit, on juge les événements qui viennent de se terminer par la défaite du prolétariat allemand, comme on les comprend mieux ! Et comme on comprend aussi le calme de la bourgeoisie française, en face des rodomontades des pseudo-révolutionnaires français !

Quand le prolétaire et le soldat guidés par les révolutionnaires de base — formés dans les luttes de 1905 — ont vaincu d'une façon foudroyante, ils transmettent le pouvoir qu'ils ont conquis à la bourgeoisie libérale en lui demandant d'en user bien. C'est le paradoxe de la Révolution de février.

Mais cette bourgeoisie libérale, sans appui profond dans la nation, sans instinct révolutionnaire, va se trouver sans cesse en opposition avec la démocratie réelle groupée dans les Soviets. Dualité des pouvoirs qui promet de toute évidence la lutte.

Tel est, pensons-nous, la ligne de ce livre de plus de 300 pages d'un texte abondant. C'est dire que Trostky a multiplié les développements, les rapprochements historiques, particulièrement avec les Révolutions française et anglaise. Mais jamais on n'a l'impression d'une digression, d'une longueur.

Nous ne prétendons aucunement à juger cette œuvre en théoricien ou en historien. Il est possible que le « trostkysme » ait amené l'auteur à forcer certains aspects de la question — qu'un stalinien ait à y répondre. Mais l'ensemble de l'ouvrage est tel que le militant qui l'aura lu sentira qu'il a fait un pas en avant non seulement dans la connaissance de la Révolution Russe mais encore dans la compréhension du mécanisme révolutionnaire, et du mouvement qui l'anime. La Révolution sort du cadre de la phraséologie nébuleuse et se présente à nous avec ses réalités.

... Pour moi, j'attends le tome second avec impatience.

B. GIAUFFRET.

*
* *

Etienne Genoud, capitaine au long cours : **UNE AFFAIRE NATIONALE : LA CRISE DE LA COMPAGNIE TRANSATLANTIQUE** (Imprimerie du Petit Marseillais, Marseille).

Cette intéressante brochure étudie les circonstances de la déconfiture de la Transat et les modalités du renflouement par l'Etat de cette société.

Deux points principaux:

1° La faillite brusque de la société « ne s'explique pas par des raisons valables » ;

2° Dans l'opération de renflouement, l'Etat est complètement berné. Il verse énormément d'argent mais n'obtient en échange aucune garantie. Après comme avant le renflouement, ce sont les mêmes requins qui resteront à la tête de l'entreprise qu'ils ont, une première fois, délibérément menée à la faillite.

POURQUOI LA FAILLITE ?

A l'heure actuelle, toutes les grandes compagnies de navigation, en France comme ailleurs, prétendent ne pouvoir vivre qu'à l'aide de subsides gouvernementaux. Il y a là un premier fait anormal. Il y a cent ans, les propriétaires de bateaux à voile faisaient tous fortune. Or, depuis lors, la productivité du marin a été multipliée au moins par vingt (vapeur, dimensions des navires, routes directes). Pour faire traverser l'Atlantique à 10.000 tonnes de charge utile il fallait quinze capitaines payés pendant un mois; il ne faut plus aujourd'hui qu'un capitaine payé pendant dix jours. La perfection de l'outil de base, du navire, ayant augmenté, comment les profits ont-ils disparus ? Le nombre de salariés étant relativement bien moindre par rapport au capital engagé, comme par rapport à la production, on conçoit que le rapport de la plus - value au capital ait baissé, mais on ne comprend pas que le profit se soit mué en perte ! On peut d'ailleurs faire la même remarque pour les entreprises de transport terrestre (et pour bien d'autres !): les bénéfices des entrepreneurs de roulage se sont mués en déficit des compagnies de chemin de fer. Il y a là un phénomène qui paraît difficile à expliquer de façon valable.

Mais laissons ces considérations générales et revenons à la démonstration de M. Genoud, relative à la Transat. Pourquoi la déconfiture de cette société ?

Bien qu'elle ait toujours fait appel aux deniers de l'Etat, la Transat est bien obligée de reconnaître qu'elle n'a pas toujours perdu d'argent.

Pendant la guerre, comme toutes les compagnies de navigation, elle a gagné énormément d'argent. A tel point que la contribution qu'elle devait payer sur ses bénéfices de guerre ne s'élevait pas à moins de cent millions. (Elle n'a d'ailleurs jamais payé cette contribution).

D'autre part, pendant toute l' «après-guerre», jusqu'en 1930, elle a profité d'un courant d'affaires extraordinaire et sans cesse croissant. Son trafic « passagers » de 1930 est encore supérieur de 5 % à celui de 1929. La Compagnie Transatlantique a donc été moins touchée par la « crise » que ses concurrentes étrangères. D'autre part, elle paie de moindres salaires à ses équipages: « *Nos marins sont les moins payés d'Europe* ». Comment se fait-il donc, qu'alors que ses concurrentes tiennent le coup, la Transat s'écroule?

Cela ne peut venir que de la manière dont la société a été gérée, ou plutôt délibérément conduite à la faillite.

Il y a d'abord l'énormité des dettes contractées. Au seul Etat Français, elle avait emprunté plus d'*un milliard cent soixante cinq millions* !! (Crédit maritime, Trésor, Caisse de Dépôts et Consignations). Ajoutez les dettes privées. « Il ne faut pas être grand financier pour voir d'un coup d'œil qu'une société qui se crée de telles charges d'intérêts et d'amortissements court fatalement à la culbute ».

LES FILIALES

Mais la grande cause du déficit n'est pas encore là. Elle est dans le système des *filiales*. Et alors, c'est du déficit organisé de main de maître.

Voici. Quand une société par actions fait des bénéfices, elle doit les distribuer, sous forme de dividendes, à ses actionnaires. Or,s'il arrive que la direction effective de la société est aux mains de *quelques hommes*, cette *distribution* de bénéfices leur paraît bien ennuyeuse. Ils préfèrent tout garder pour eux. Que font-ils alors ? Ils constituent des filiales, c'est-à-dire des entreprises de fournitures diverses à la société mère. Ces sociétés concluent avec la société mère des contrats à des tarifs de bon plaisir absolu (puisque, sous des raisons sociales différentes, ce sont *les mêmes personnes* qui sont en même temps fournisseurs et réceptionnaires, ce sont *les mêmes personnes qui proposent le contrat* et qui *l'« acceptent »* !) et ainsi ces filiales-sangsues absorbent la totalité des bénéfices de la société mère. Alors, plus de dividendes à payer, puisqu'il n'existe plus, légalement, de bénéfices. Et les bénéfices réels passent dans la poche des administrateurs de la filiale !

Si, même, la société - mère est assez importante pour pouvoir compter sur l'appui de l'Etat, ou des municipalités, les filiales-sangsues ne se contentent pas de pomper tous les bénéfices, elles creusent un large déficit... que l'Etat vient combler et qui est tout bénéfice pour les requins. C'est ce que font la plupart des grandes compagnies: navigation, gaz, électricité, chemins de fer, etc...

Mais, pour en revenir à la Transat, quelle était la direction effective de cette société ? Ce n'était pas, vous pensez bien, la représentation des milliers d'actionnaires de la société, souscripteurs de la somme, pourtant rondelette, de 661.413.000 francs. Non, ceux-là sont des pigeons, des bons à plumer. Et la *direction effective* était détenue par les *quelques* propriétaires des *actions à vote plural* qui, pour un capital d'un peu plus de deux millions (encore pas entièrement versé !) se trouvaient disposer d'*un million et demi de voix !*

C'est ce tout petit consortium qui, par le jeu des filiales, sut ruiner les actionnaires et réduire à moins que néant le bénéfice de la Transat.

PENHOET ET LE « SUPER-ILE-DE-FRANCE »

Mais quelles étaient ces filiales ?

Toutes sortes d'entreprises de fourniture aux navires, mais surtout les chantiers de construction navale de Penhoët. Ces chantiers, administrés par les mêmes hommes que la Transat, ont construit 80 % de la flotte de la Transat — et, naturellement, à des prix exhorbitants, malgré le bon marché de la main-d'œuvre française.

Et c'est à cause de cette intrication d'intérêts, et de direction, entre les Chantiers et la Transat, que le contribuable français se voit aujourd'hui engagé dans l'*aventure* du «Super-Ile-de-France », ou « Normandie ».

Ce « plus grand paquebot du monde » a été commandé aux Chantiers, par la Transat, à la veille de la faillite, « alors que la trésorerie était en pleine débâcle ». Cette commande de *un milliard* (!!) a été passée « sans un sou en caisse, avec la certitude de ne pouvoir payer non seulement la construction neuve, mais même les charges d'un emprunt ». La direction des Chantiers pensait bien qu'elle serait assez forte pour, une fois la construction commencée, obliger l'Etat à financer !... Mais il fallait, avant tout, la commencer ! Il fallait que la « nation » se trouve devant le fait accompli ! Aussi, n'est-ce qu'une fois commencée la construction de la quille du nouveau navire, que le Conseil d'administration de la Transat rendit public l'effondrement de la Compagnie !

Ainsi, la Transat ne pouvant plus payer sa commande aux Chantiers, c'est l'Etat qui payera pour elle. Et les mêmes hommes, qui ne peuvent pas payer la commande en tant qu'administrateurs en faillite de la Transat, encaisseront le prix de cette commande, en tant qu'administrateurs des Chantiers.

Notons d'ailleurs que, dans cette affaire, l'Etat ne devra pas seulement payer le milliard de la construction du bateau neuf (si excessif que soit ce prix), il devra aussi transformer ses ports pour pouvoir loger le navire-géant, construire une écluse spéciale à Saint-Nazaire et approfondir les bassins de Saint-Nazaire et du Havre. Soit 250 millions de travaux « qui n'auront été faits que pour le nouveau navire, et ne serviront jamais que pour lui ».

Tout cela, pour un navire qui ne rapportera pas un sou une fois mis en service. Au contraire, Etienne Genoud *démontre* que son exploitation sera forcément *déficitaire*, et que c'est encore l'Etat qui sera appelé à combler le déficit !... Sans compter les risques d'incendie et de rupture de coque que présentent perpétuellement les très grands navires, et que celui-ci courra plus que tout autre, puisqu'il est plus grand qu'aucun autre et qu'on ne peut pas du tout savoir comment sa coque immense résistera aux efforts de la mer. De ce côté-là, dit Etienne Genoud, on va à l'inconnu, et les risques sont grands.

L'ETAT TROMPÉ ET CONTENT

L'Etat va donc faire de grosses dépenses pour renflouer la Compagnie en faillite volontaire.

Dans quelles conditions va-t-il faire ce renflouement ? Va-t-il se contenter de verser des millions à titre de cadeau aux naufrageurs, comme il l'a fait pour la Banque d'Alsace - Lorraine, la Banque Française d'Afrique, la B.N.C., l'Aéropostale et tant d'autres ?

On a pu croire que non. Devant certaines déclarations faites à la Chambre, on a pu croire que l'Etat ne paierait qu'en échange de garanties pour l'avenir, de garanties contre le vol. C'était méconnaître l'impuissance absolue (et non involontaire !) de la Représentation Nationale devant les pilleurs de la Nation.

L'article I du projet de renflouement voté par la Chambre, le 3 juillet 1931, stipulait que, « comme garantie », l'Etat « recevrait en nantissement le portefeuille de la Compagnie ».

Or, quand la Chambre votait cela, *il y avait déjà trois mois que la Transatlantique n'avait plus de portefeuille* ! Par actes des 7 et 16 avril 31 elle avait remis son portefeuille, en nantissement, aux chantiers de Penhoët...

L'article II était plus important. Il décidait que l'Etat devenait immédiatement propriétaire, et d'une façon définitive, des actions à vote plural de la Compagnie, de ces actions qui, comme nous l'avons dit, confèrent à leur détenteur la direction effective de la Compagnie.

Seulement — est-ce par hasard ? — le Sénat partait en vacances... en oubliant de voter ce texte. Et le gouvernement, sans s'occuper le moins du monde du Parlement, acceptait que ces fameuses actions à vote plural restent propriété d'une filiale de la Transat, la *Compagnie Financière Transatlantique*, c'est-à-dire des responsables de la débâcle. Il se contentait, contre la volonté nettement exprimée de la Chambre, d'un simple nantissement, c'est-à-dire de *rien*. Et la Chambre s'est bien gardée de protester, aussi bien celle de Tardieu, que la « gauche » d'aujourd'hui. Ainsi, nous dit Etienne Genoud, en échange des sommes considérables qu'il a avancées et qu'il avancera, « qu'a obtenu l'Etat comme garanties et comme compensations ? *absolument rien* ».

J. P.

FAITS & DOCUMENTS

Le 1er Mai au Maroc On sait que les Marocains ont célébré eux aussi le 1er Mai. Ils ont affirmé, par le fait, l'union du prolétariat et des peuples opprimés en infligeant ce jour-là à l'armée de l'impérialisme une nouvelle bonne petite pile qui valut à celle-ci (chiffres officiels, mais non garantis) :

2 officiers tués, 1 officier blessé ;
10 légionnaires et tirailleurs tués ;
15 légionnaires blessés.

Voici le récit de ce combat, tel que le donne la **Presse Marocaine** du 6 mai. On remarquera la forme extraordinairement entortillée qu'il revêt ; fait symptômatique : on ne parle pas des pertes de l'« ennemi ».

Voici ce qui s'est passé :

L'hiver prématuré avait empêché le commandement de ce secteur d'organiser un poste intermédiaire et de couverture-liaison entre celui d'Anefgou-Tirchist dépendant du général Goudot de Meknès, et celui du lac Izli dépendant des forces du général de Loustal.

Au début du printemps, on voulut combler la lacune et le général Goudot fit, le 30 avril, avec une petite escorte à cheval, les 30 kilomètres séparant les deux postes. Le lendemain, il lançait environ mille hommes sous la conduite du colonel Martin qui partit de Tirchist, passa le Col de Tizi N'Snaoual et décida d'installer un nouveau poste près du piton de Msédrid, détachant 80 hommes pour garnir ce piton.

Vers 4 heures du soir, le 1er mai, des dissidents de l'Assif Tilmi des Ait Haddidou, voisins qui n'avaient pas bougé jusque là, se glissèrent autour du piton et tuèrent quelques tirailleurs et légionnaires.

Quelques-uns, se croyant attaqués en masse, redescendirent la pente pour rejoindre le gros du détachement séjournant au col et c'est en arrêtant ce mouvement et en ramenant leurs hommes que deux lieutenants furent tués.

Les assaillants s'étant retirés, le colonel estima l'heure trop tardive pour prendre l'offensive et réoccuper le piton.

On continue l'installation du poste intermédiaire du col de Tizi N'Snoual qui doit assurer la liaison entre Tirchist et le lac d'Izli. Quant au piton, il sera ultérieurement occupé.

ENTRE NOUS

NOS ÉDITIONS

Disons à nos camarades que nous sommes satisfaits du départ du Précis. *Nous en avions entrepris l'édition avec une certaine appréhension et une certaine timidité ; nos amis sont en train de nous prouver que nous avions tort. Nous les remercions de la vigueur avec laquelle ils ont répondu à nos appels.*

Dans le dernier numéro nous notions le silence des amis parisiens, marseillais, de ceux de l'Ouest et de ceux de Suisse... Tous ont été touchés. Nous sera-t-il permis de dire encore que nous n'avons pas de dépôt dans le Nord, à Toulouse, à Grenoble et en Lorraine ?

Il y a là encore un effort à fournir.

Que nos amis se hâtent. Nous leur rappelons que pour toute commande à partir de dix exemplaires il leur est consenti des conditions spéciales : remise, reprise des invendus, paiement après vente. S'adresser à Giauffret, Parc Fleuri, Bloc A, Nice.

Nous rappelons également à nos amis qu'il faudra dire dans la presse ouvrière ce qu'ils pensent du livre. En parler non seulement pour l'éloge, mais pour le profit culturel de tous.

Envoyer à Giauffret les journaux qui publieront un compte-rendu du Précis.

***

UNE GERBE D'ENCOURAGEMENTS

Les progrès de la R. P. réjouissent nos amis et le courrier quotidien — qui se développe de jour en jour — nous apporte maints encouragements.

« Inclus renouvellement de mon abonnement — *nous écrit un camarade représentant* — avec mes félicitations pour l'œuvre entreprise à laquelle le voyageur que je suis essaie de contribuer de son mieux. »

« Inscrit l'un des premiers en Ardèche — *nous écrit un instituteur* — parmi les émules des « 22 », je suis étonné et peiné que la R. P. n'ait pas plus de lecteurs. Il est sûrement plus de 1.300 camarades qui désirent fermement l'unité syndicale ! Il importe donc de faire connaître votre si intéressante R. P. Voici une liste d'abonnés possibles. Envoyez-moi les abonnés de mon «coin », je vous en enverrai, après en avoir pris connaissance, un certain nombre de plus. »

D'un camarade postier :

« Je souscris de tout cœur un nouvel abonnement à la R.P. Votre revue est très intéressante. Sa « ligne » syndicale est la mienne : contre les « bonzes » des deux centrales syndicales existantes, pour l'unité. Je ferais des réserves sur le point de vue politique sans doute. Mais, après tout, le socialisme révolutionnaire auquel je suis fidèle n'a que peu à souffrir des critiques d'un certain anarcho-syndicalisme qui semble être le vôtre. »

« Toutes mes félicitations — *nous dit un instituteur du Nord* — pour la politique de redressement syndicaliste de la R. P »

D'une abonnée :

« Très heureuse du développement de la R.P. ; elle le mérite. »

Ces lignes accompagnaient une commande de six volumes de Horrabin :

« N'oubliez pas que la majorité des camarades qui vous suivent *sont des jeunes*. Ne négligez donc aucune occasion de parfaire leur éducation syndicaliste. Donnez-nous une solide documentation. D'ailleurs, les derniers numéros, avec vos nombreuses enquêtes, sont parfaites dans ce sens. »

NOTRE SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE POUR LES 1500 ABONNÉS

Au 15 mai, nous atteignons un total de 1744 fr. 50 selon détail ci-dessous.

Notre appel a donc eu un écho favorable, et nombreux sont les camarades fonctionnaires qui nous ont versé leur obole sur leur journée du 1er Mai. Nous les en remercions bien vivement.

A ceux qui ne l'ont pas encore fait — mais qui, certainement, y penseront en cette fin de mois — *rappelons qu'il s'agit d'un effort exceptionnel, non pour couvrir les dépenses ordinaires de la revue, mais pour nous assurer la somme nécessaire au recrutement des 1.500 abonnés.*

Nous nous sommes fixé cet objectif pour la fin de l'année. Nous y parviendrons certes bien avant, si tous nos amis nous aident.

DEUXIEME LISTE

J. Huitel (Seine-Inférieure) 2.50 ; Descourt (Seine) 10 ; J. Gorce (Gironde) 20 ; Bodénez (Finistère) 20 ; A. Le Menn (Finistère) 10 ; Grenier (Puy-de-Dôme) 12.50 ; Quehen (Somme) 5 ; Perret (Ain) 7.50 ; Mailland (Seine-et-Oise) 10 ; L. Arnaud (Seine-et-Oise) 10 ; Bernard (Isère) 10 ; Andrieu (Alpes-Maritimes) 5 ; Charbonnier (Haute-Loire) 20 ; Mlle Pétrement (Seine-et-Oise) 30 ; Mlle Jouveshomme (Puy-de-Dôme) 22.50 ; Carion (Finistère) 7.50 ; Laborde (Rhône) 15 ; Berthélemy (Indre-et-Loire) 10 ; Senèze (Puy-de-Dôme) 40 ; Duperray (Loire) 10 ; R. Mangin (Somme) 10 ; Despérier (Loire) 10 ; Marcel Royer (Jura) 12.50 ; Pinty (Alger) 92.50 ; Hillion (Morbihan)30 ; J. Pascal (Var) 8 ; Mme Guillaume (Loire) 42.50 ; Mader (Oise) 5 ; Ducret (Doubs) 12.50 ; J. P., 2.50 ; Mlle Bousset (Puy-de-Dôme) 10 ; Vidalenche (Rhône) 10 ; Duteil (Paris) 12.50 ; Faure (Loire) 5 ; Bureau (Alger) 50 ; Lentilhac (Alger) 10 ; Albert Pelletier (Paris) 10 ; Felce (Alpes-Maritimes) 20 ; Farsy (Pas-de-Calais) 2.50 ; Malroux (Tarn) 10 ; Jacques Toesca (Var) 10 ; Chevance (Côtes-du-Nord) 15 ; Garrivet (Côtes-du-Nord) 15 ; R. Barbet (Somme) 2.50 ; Meyssonnier (Maroc) 40 ; Varène (Ardèche) 35 ; Péré (Haute-Loire) 15 ; H. Mesnard (Charente) 20 ; Mme David (Seine) 20 ; R. Robert (Seine) 20 ; Bivona (Tunis) 10 ; Anonyme, 2.50 ; P. Gallen (Hérault) 2.50 ; Croze (Paris) 21.

Total de la 2ème liste	864 »
Report de la 1ère liste	880 50
Total au 15 Mai	1.744 50

***

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

A. Peynaud (Var) 100 ; G. Raguier (Seine-et-Oise) 100 ; Marie Guillot (Saône-et-Loire) 100 ; Baldacci (Loire) 100 ; Marot (Seine) 200 ; Hagnauer (Seine) 35 ; Barat (Seine) 50 ; R. Louzon (Alpes-Maritimes) 684 ; Lebeau (Paris) 70 ; Girard (Loire) 50 ; V. D. (Paris) 100 ; Flouret (Paris) 150 ; Vidal (Haute-Loire) 50 ; Bourrillon (Loire) 50 ; Berthélemy (Indre-et-Loire)50 ; Mme Susini (Corse) 50 ; Pinty (Alger) 100 ; Bosc (Alger) 100 ; Mme Guillaume (Loire) 100 ; Choisy, 100 ; Thévenon (Loire) 50 ; B. Giauffret (Alpes-Maritimes) 100 ; Mouillaud (Loire) 50 ; Auguste Garnery (Seine-et-Oise) 100 ; Georges Garnery (Seine-et-Oise) 100.

Total au 15 Mai : 2.739 fr.

Ami, as-tu fait TON abonné ?

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

LISEZ LES OUVRAGES DE

VICTOR SERGE

PRISONNIER DE L'OKHRANA

La Ville en Danger..... 3 fr.
Lénine 1917..... 2 fr.
Les Coulisses d'une Sûreté Générale.. 5 fr.
Vie des Révolutionnaires..... 1 fr.
L'An I de la Révolution Russe..... 20 fr.

éditions Librairie du Travail

Les Hommes dans la prison..... 15 fr.
Naissance de notre force..... 15 fr.
Ville Conquise..... 15 fr.

éditions Rieder

Littérature et Révolution..... 5 fr.

éditions Valois

ÉDITIONS DE LA JEUNESSE

Des lectures saines pour vos enfants.

VIENT DE PARAITRE :

TÉNÉMI

"Au Pays des Tchouktchis"

par N. A. GALKINE

Traduit du russe par **Piotre Dessertnne.**

Un vol. illustré de 208 p. broché **6 fr. 50**
» » » cart. **8 fr. 00**

DEMANDEZ la liste des volumes et brochures parus dans la collection des

ÉDITIONS DE LA JEUNESSE

ABONNEZ-VOUS aux dix brochures de l'année : **8 francs.**

S'adresser à l'ECOLE EMANCIPÉE
Saumur (Maine-et-Loire)
C. Ct. Chèques Postaux 81-26 Nantes

Magdeleine PAZ

UNE

SEULE CHAIR

roman

« Le fond de choses, le grain matériel, c'est à cela qu'il faut retourner ».

EDITIONS R.-A. CORREA
PARIS

COLLECTION DE LA **RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

PARAIT :

J. F. HORRABIN

Précis de Géographie Economique

avec 45 cartes dessinées par l'auteur

traduit de l'anglais par **J. Péra**

PRIX : 9 FRANCS

Explication Marxiste des civilisations passées et du monde moderne.

Nous adresser un mandat-chèque à notre compte de chèques-postaux : « Révolution Prolétarienne », 54, rue Château d'Eau, PARIS. Compte N° 734-99.